



CHIFFRES-CLÉS

DE LA RÉGION ÎLE-DE-FRANCE

2018

Autorité organisatrice des transports
et des mobilités durables en Île-de-France,

nous agissons chaque jour

pour la mobilité des
12 millions de Franciliens.



sennse • 13694

Nous construisons le futur des transports de la 1^{ère} Région de France en réalisant des investissements sans précédent. Nous imaginons en permanence de nouveaux services pour simplifier les déplacements en Île-de-France.

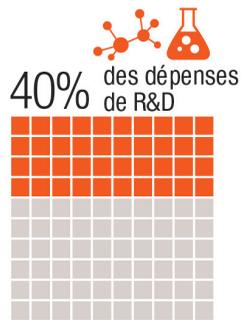
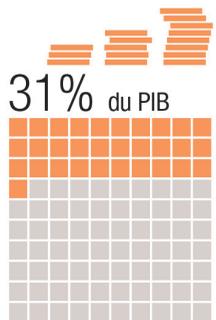
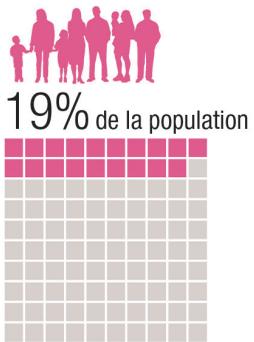
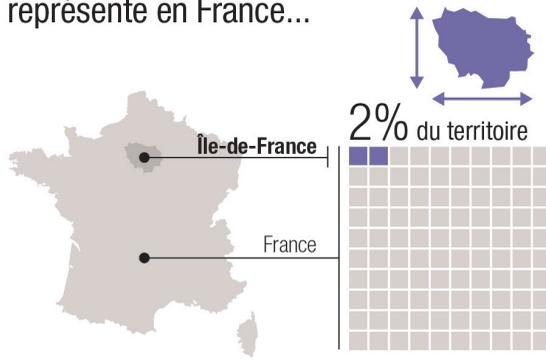
iledefrance-mobilites.fr

Île de France
mobilités 

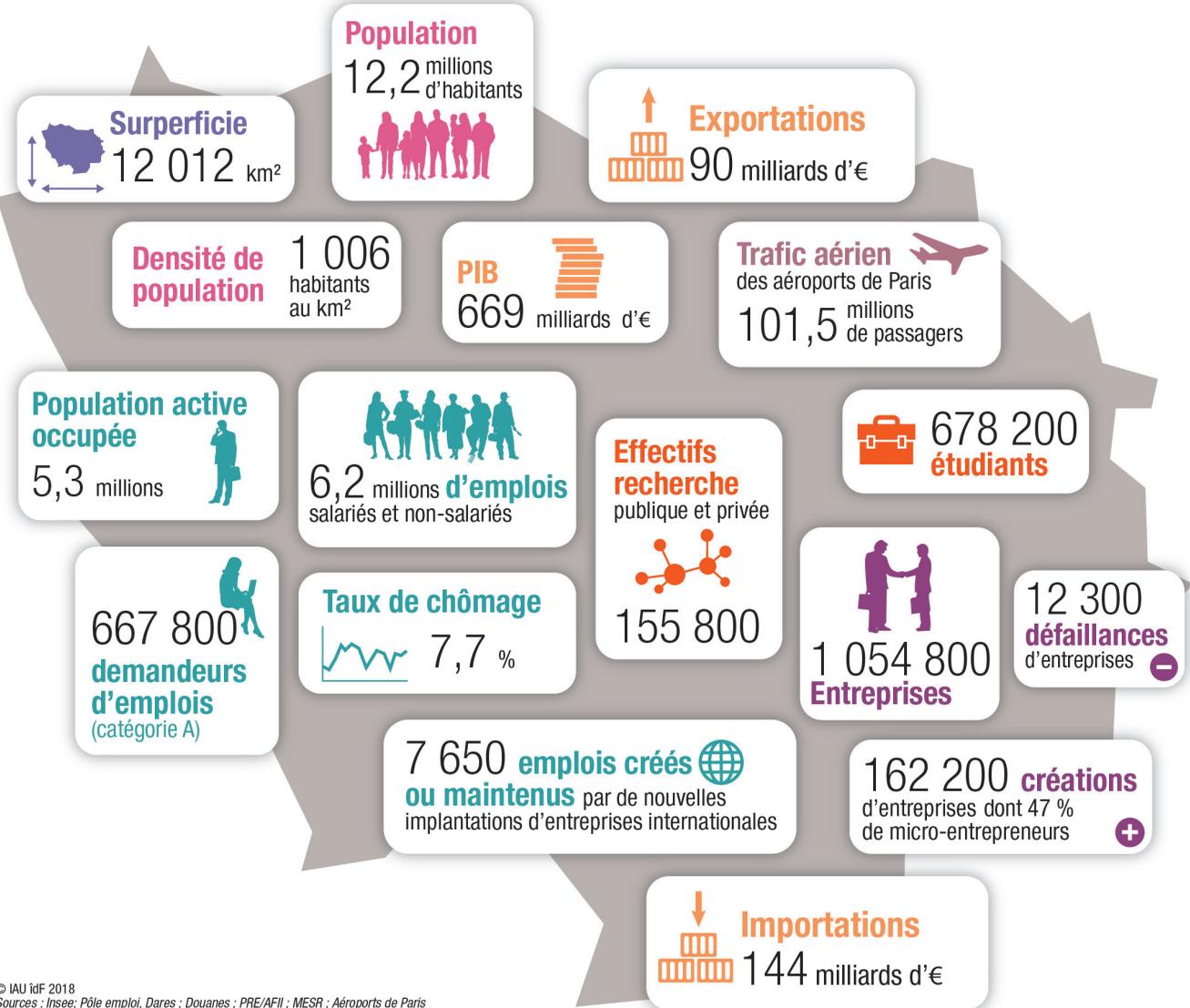
SOMMAIRE

 L'ÎLE-DE-FRANCE	2
 POPULATION	10
 ÉCONOMIE GÉNÉRALE	12
PIB.....	12
VALEUR AJOUTÉE.....	13
ÉCHANGES INTERNATIONAUX.....	14
INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS.....	15
LES NOUVELLES INTERCOMMUNALITÉS.....	16
BUDGET.....	18
 EMPLOI ET REVENUS	20
EMPLOI.....	20
CHÔMAGE.....	25
REVENUS.....	26
 ENTREPRISES	29
 SECTEURS D'ACTIVITÉ	31
AGRICULTURE.....	31
ARTISANAT.....	32
CONSTRUCTION.....	32
COMMERCE.....	32
 LOGEMENT	34
 ENSEIGNEMENT, APPRENTISSAGE ET RECHERCHE	35
ENSEIGNEMENT.....	35
APPRENTISSAGE.....	37
RECHERCHE.....	38
 IMMOBILIER D'ENTREPRISES	41
 INFRASTRUCTURES ET TRANSPORTS	44
 ENVIRONNEMENT	47
 TOURISME	49
 SPORT ET LOISIRS	54
 GLOSSAIRE/POUR EN SAVOIR PLUS/LIENS UTILES	56

La région Île-de-France représente en France...



Principales données économiques



© IAU îdF 2018
Sources : Insee; Pôle emploi, Dares ; Douanes ; PRE/AFII ; MESR ; Aéroports de Paris (dernières dates disponibles au 01.04.2018)

L'Île-de-France

Située au carrefour des échanges européens et mondiaux, l'Île-de-France est la première région économique française et l'une des premières au niveau européen. Composée de 8 départements, 1 295 communes et arrondissements, elle accueille une population de 12,2 millions d'habitants⁽¹⁾ (19 % de la population française métropolitaine), plus jeune que la moyenne nationale.

Des atouts nombreux :

- son PIB représente environ 31 % de la richesse nationale et près de 4,5 % du PIB de l'Union européenne, devant le Grand Londres et la Lombardie ;
- sa forte tradition industrielle se caractérise par un tissu dense de PME/PMI et un large éventail d'activités. Elle rassemble une forte densité d'entreprises technologiques (grands groupes, PME, start-ups), des pôles de compétitivité de réputation internationale et une des plus fortes concentrations scientifiques et technologiques en Europe ;
- premier bassin d'emploi européen, sa main-d'œuvre est hautement qualifiée : 35 % des cadres français. L'Île-de-France rassemble 23 % des universités françaises, 25 % des écoles d'ingénieurs (hors universités) et 22 % des écoles de commerce ;
- pour renforcer son attractivité, la région s'est dotée d'infrastructures de premier plan. Le « hub » aérien de Paris est le premier d'Europe continentale : la plupart des grandes métropoles européennes sont accessibles en moins de 2 heures de vol ;
- avec 70 ports et 6 plates-formes multimodales répartis sur 500 km de voies navigables, la région est également la deuxième plate-forme fluviale d'Europe. Ports de Paris est le premier port intérieur du monde dans le domaine du tourisme avec 7,5 millions de passagers transportés en 2017 dans la capitale ;
- ses réseaux de communication à haut débit permettent aux entreprises de bénéficier de conditions technologiques très favorables à leur essor ;



- l'Île-de-France, (plus particulièrement Paris, ville d'art, d'histoire et de culture) reste très attractive pour les touristes internationaux. Elle est, depuis plusieurs années, la première région touristique mondiale. En outre, avec 700 000 m² d'espaces d'exposition, Paris se situe au premier rang européen sur tous les critères : nombre de salons accueillis, nombre d'exposants et nombre de visiteurs pour les salons de plus de 200 exposants. Sur le marché mondial (salons de plus de 500 exposants), Paris est au premier rang en termes de nombre de salons et nombre de visiteurs et au cinquième rang en termes de nombre d'exposants. En novembre 2017, fut inauguré

le «Paris Convention Centre », porte de Versailles, composé de 72 000m² de surface et d'une capacité de 35 000 personnes, soit le plus grand centre de congrès européen ;

- en 2017, Paris a été désignée ville-hôte pour accueillir les Jeux Olympiques durant l'été 2024. La candidature de Paris avait misé sur un plan de 43 mesures concernant les équipements sportifs, mais aussi le réseau de transport, l'accès au logement, les services publics, la lutte contre la pollution, le recyclage des déchets...

(1) Estimation 2017.

Les départements de l'Île-de-France en bref

	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France
Superficie (km ²)	105	5 915	2 284	1 804	176	236	245	1 246	12 012
Population* (01-01-2018)	2 168 462	1 422 736	1 438 440	1 313 729	1 612 788	1 646 105	1 401 228	1 242 746	12 246 234
Densité de population (hab/km ²)	21 223	239	637	717	9 209	6 793	5 649	988	1 018
Etablissements actifs (31.12.2015)	466 772	86 027	99 860	78 754	146 150	116 607	92 685	77 269	1 164 124
Taux de création d'entreprises (2016)	13,5	14,9	14,9	15,5	16,9	18,4	18,1	17,0	15,4

* Estimations de population (résultats provisoires arrêtés fin 2017)
Source : Insee



Budget du conseil régional d'Île-de-France

UN BUDGET RÉGIONAL DE 5,15 MILLIARDS D'EUROS

Le budget 2018 s'inscrit dans une maîtrise des charges de fonctionnement, un programme ambitieux d'investissement et des pratiques saines de gestion de la dette.

Il se caractérise par trois axes forts : accélérer la transformation écologique, renforcer l'économie régionale et lutter contre les fractures territoriales.

RÉPARTITION DES RECETTES

Autres recettes fiscales hors TICPE
1 756 M€

34%

TICPE*
1 137,6 M€

22,1%

Fiscalité directe
862,9 M€

16,7%

Emprunt
809,6 M€

15,7%

Recettes diverses
496,6 M€

9,6%
1,8%

Dotations - 94,9 M€

* Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques

RÉPARTITION DES DÉPENSES



Transports et mobilités :
1406,9 M€
27,3% du budget



Administration régionale :
545,2 M€
10,6%



Économie, innovation et formation : 1 091,1 M€
21,2%



Egalité sociale et territoriale :
364,4 M€
7,1%



Lycées : 778,3 M€
15,1%



Environnement et cadre de vie : 199,3 M€
3,9%



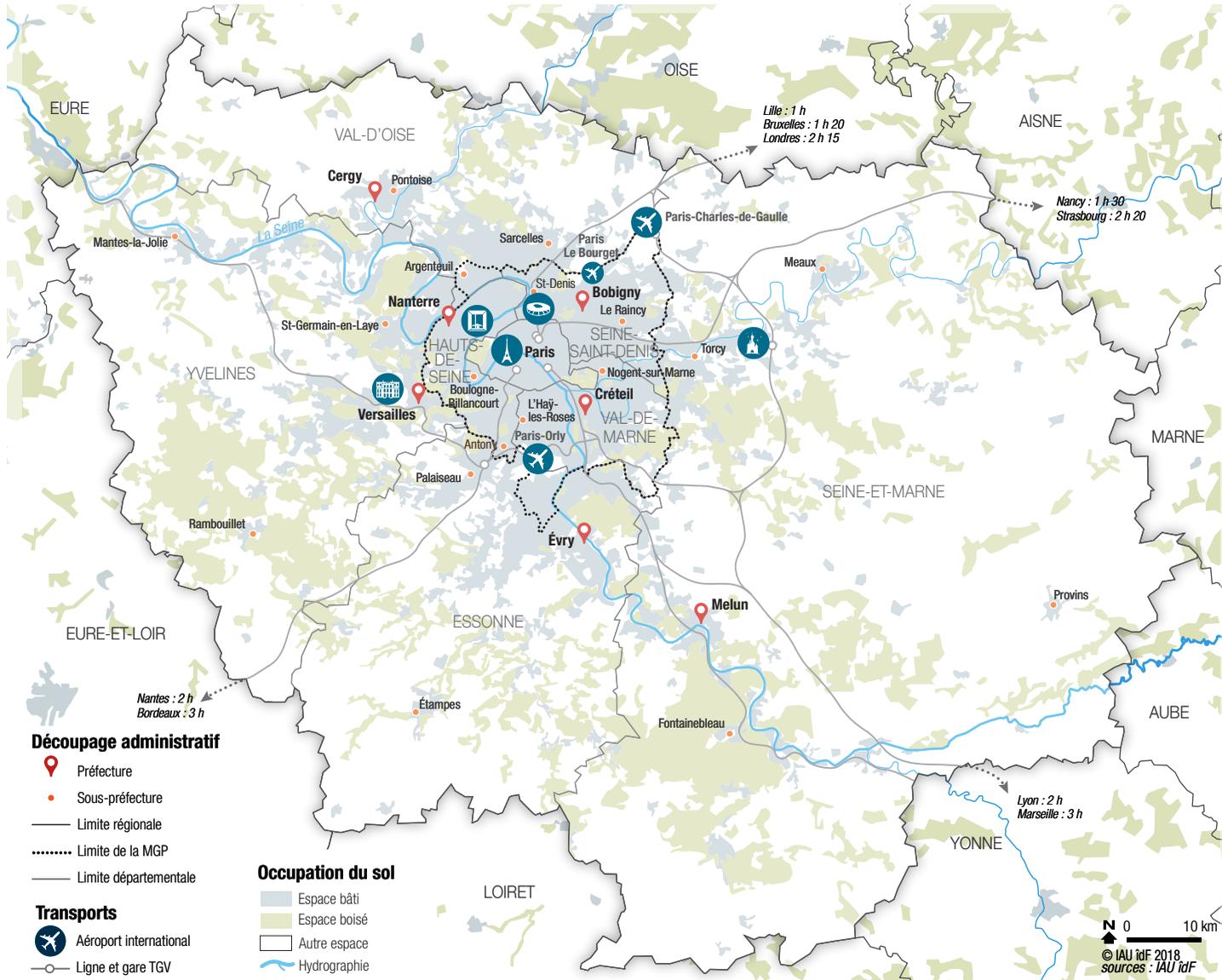
Charge de la dette et divers mouvements financiers :
691,8 M€
13,4%



Action internationale et Europe : 80,6 M€
1,6%

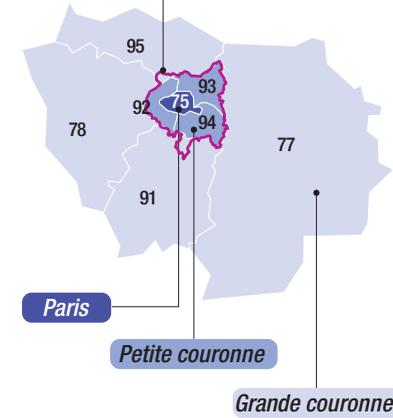
Source : Conseil régional d'Île-de-France

Limites administratives de l'Île-de-France



Métropole du Grand Paris

12 territoires
131 communes
7 millions d'habitants

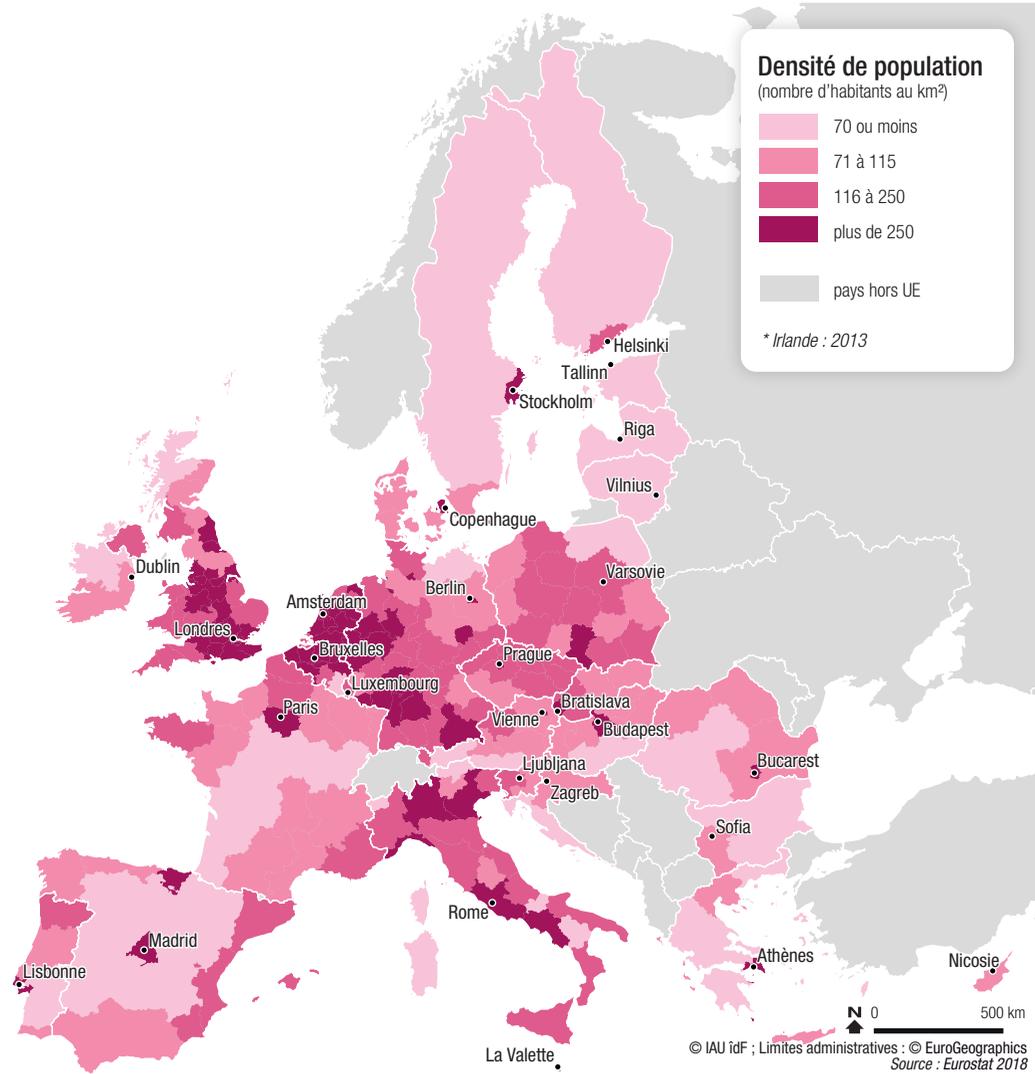


Départements	Nombre de communes	Surface (en km ²)
75 Paris	20	105
92 Hauts-de-Seine	36	176
93 Seine-Saint-Denis	40	236
94 Val-de-Marne	47	245
77 Seine-et-Marne	510	5 915
78 Yvelines	262	2 284
91 Essonne	196	1 804
95 Val-d'Oise	184	1 246
Total Île-de-France	1 295	12 012



POPULATION

Densité de population dans les régions de l'Union européenne en 2015*



19%
de la population française
métropolitaine et 2,4 %
de la population de l'UE

22%
des familles franciliennes vivent dans les
5 villes de plus de 100 000 habitants
(Paris, Boulogne-Billancourt, Saint-Denis,
Argenteuil et Montreuil)

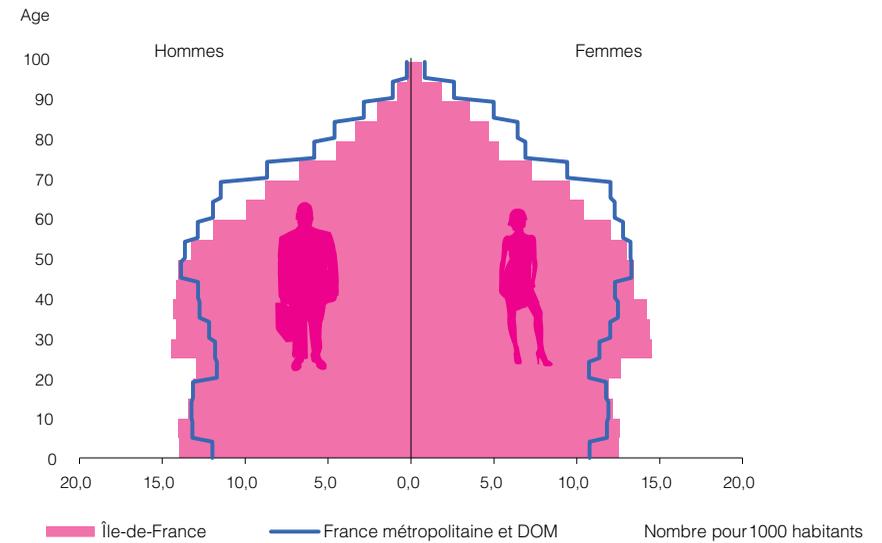
Fécondité :
2,01
enfants en Ile-de-France
(la moyenne nationale est
de 1,99)

Évolution de la population entre 2010 et 2015

	Superficie (km ²)	POPULATION		Taux d'évolution annuel moyen 2010/2015	Densité de population en 2015 (hab./km ²)
		2010	2015		
Île-de-France	12 012	11 786 234	12 082 144	0,5	1 006
France métropolitaine	543 965	62 765 235	64 300 821	0,5	118

Source : Insee, recensements de la population 2010 et 2015

Pyramides des âges au 01.01.2018



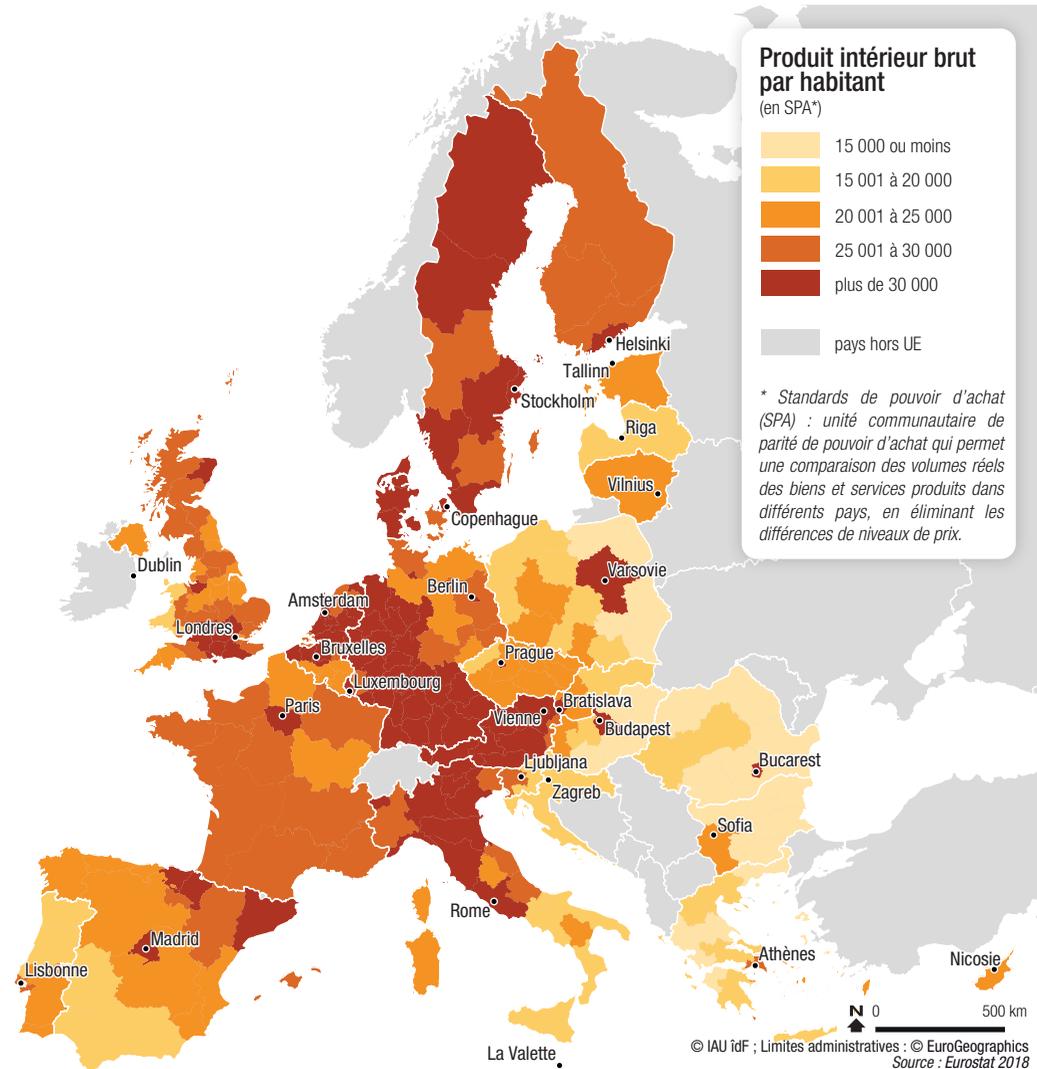
Source : Insee, estimations de population (résultats provisoires)





PRODUIT INTÉRIEUR BRUT

PIB dans les régions de l'Union européenne en 2015



31,1 %
du PIB métropolitain
en 2015

86,8 %
de la valeur ajoutée réalisée
par le secteur tertiaire
(78,5 % en province)

1^{re}
région exportatrice
(19,1% des exportations françaises)
et importatrice (27,2% des importations
françaises) de biens en 2016

Produit intérieur brut en 2015

	ÉVOLUTION 2015/2014			
	Île-de-France	France métropolitaine	Île-de-France	France métropolitaine
PIB en valeur ⁽¹⁾	668 544	2 152 508	2,5 %	2,2 %
PIB par emploi ⁽²⁾	107 715	80 124	1,6 %	1,5 %
PIB par habitant ⁽²⁾	55 204	33 409	2,0 %	1,7 %
PIB en volume ⁽¹⁾	638 980	2 057 318	1,4 %	1,1 %

(1) En millions d'euros courants.

(2) En euros courants.

Le produit intérieur brut (PIB) est ce que produit l'économie d'un pays. Il est égal à la somme des valeurs ajoutées brutes, augmentées des impôts sur les produits (TVA, droits de douanes, taxes spécifiques), moins les subventions sur les produits.

Source : Insee, comptes régionaux base 2010 (données 2015 semi-définitives)

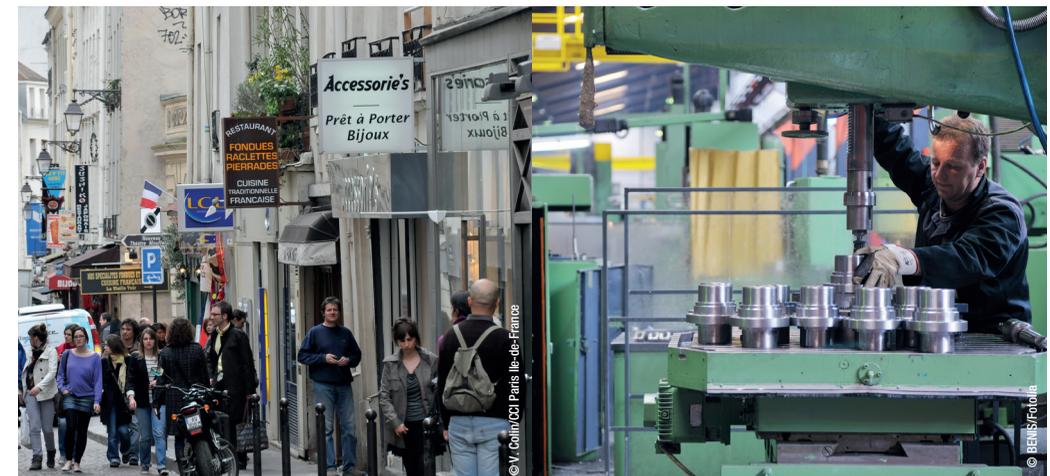
VALEUR AJOUTÉE

Valeur ajoutée par branche d'activité en 2015

	ÎLE-DE-FRANCE		FRANCE MÉTROPOLITAINE	
	Millions d'euros	%		%
Agriculture	268	0,04		1,7
Industrie	55 066	9,2		14,3
Construction	23 677	4,0		5,5
Tertiaire marchand	423 656	70,9		56,1
Tertiaire non marchand	94 922	15,9		22,4
Total	597 588	100,0		100,0

La valeur ajoutée est la différence entre la valeur des biens ou services produits par une entreprise ou une branche et celle des biens et services utilisés pour la production, dite des « consommations intermédiaires ».

Source : Insee, comptes régionaux, base 2010 (données 2015 semi-définitives)



ÉCHANGES INTERNATIONAUX

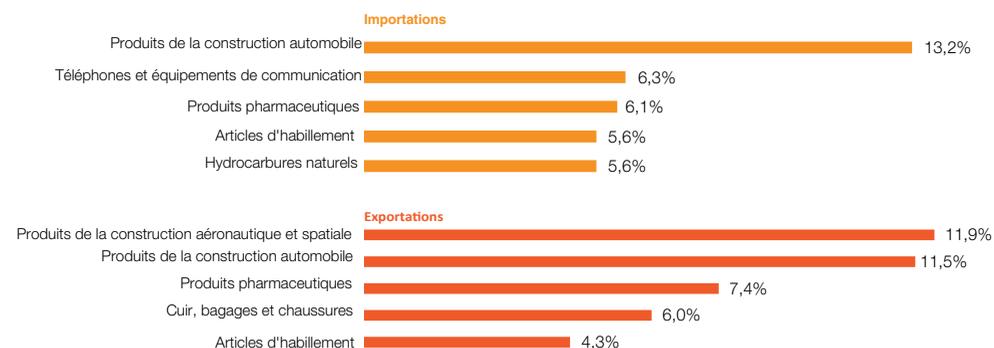
Échanges extérieurs de biens en 2017

	Montant (millions d'euros)	Évolution 2017/2016
Importations	143 715	4,1 %
Exportations	89 690	6,4 %
Taux de couverture	62,4 %	+ 1,4 point

Source : Direction générale des douanes et droits indirects

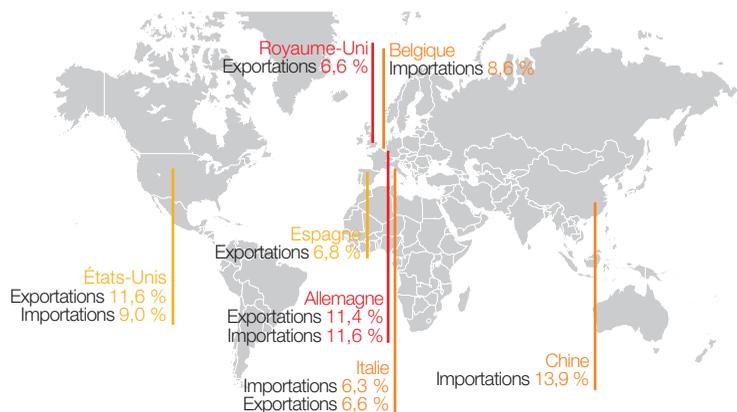


Principaux produits échangés 2017



Source : Direction générale des douanes et droits indirects

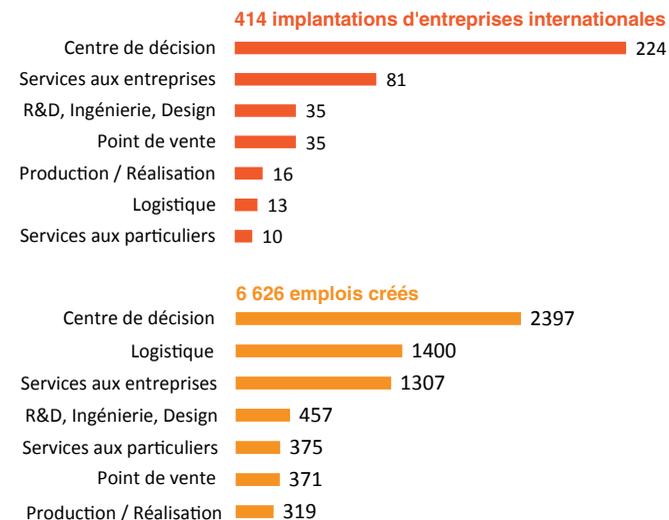
Principaux pays clients et fournisseurs en 2017



Source : Direction générale des douanes et droits indirects

INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS

Nombre d'implantations d'entreprises internationales et d'emplois créés par type d'implantation en 2017



Source : Paris Region Entreprises

Principaux pays d'origine des entreprises internationales implantées et emplois créés en 2017

Pays d'origine	ENTREPRISES		EMPLOIS CRÉÉS		Nombre de salariés moyen
	Nombre	%	Nombre	%	
États-Unis	108	26,1	2 425	36,6	22,5
Allemagne	47	11,4	683	10,3	14,5
Royaume-Uni	32	7,7	469	7,1	14,7
Chine	26	6,3	312	4,7	12,0
Italie	23	5,6	253	3,8	11,0
Japon	19	4,6	292	4,4	15,4
Suède	19	4,6	304	4,6	16,0
Pays-Bas	16	3,9	130	2,0	8,1
Belgique	14	3,4	131	2,0	9,4
Espagne	11	2,7	148	2,2	13,5
Canada	11	2,7	343	5,2	31,2
Hong-Kong	8	1,9	254	3,8	31,8
Suisse	7	1,7	63	1,0	9,0
Autres	73	17,6	819	12,4	11,2
Total général	414	100	6 626	100	16

Source : Paris Region Entreprises

Les nouvelles intercommunalités - Situation au 1^{er} janvier 2018

Grande entité territoriale

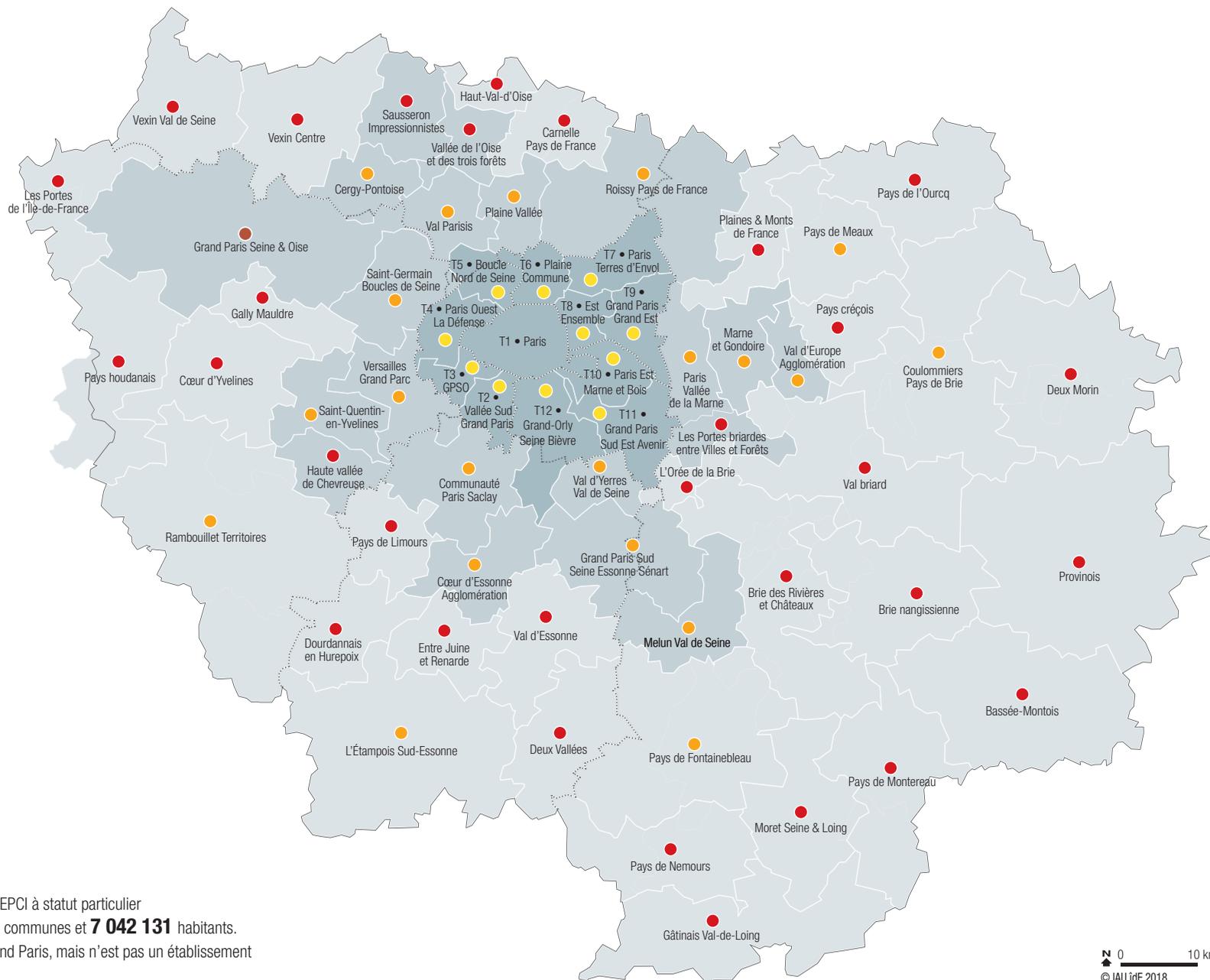
- Agglomération
Elle comprend les intercommunalités dont le siège est situé dans le périmètre de l'unité urbaine au sens de l'Insee et celles dont plus de la moitié de la population réside dans des communes situées dans ce même périmètre
- Territoires périurbains et/ou ruraux

Intercommunalité

- Métropole du Grand Paris (MGP)
- Établissement public territorial (EPT)
- Communauté urbaine (CU)
- Communauté d'agglomération (CA)
- Communauté de communes (CC)

Limite administrative

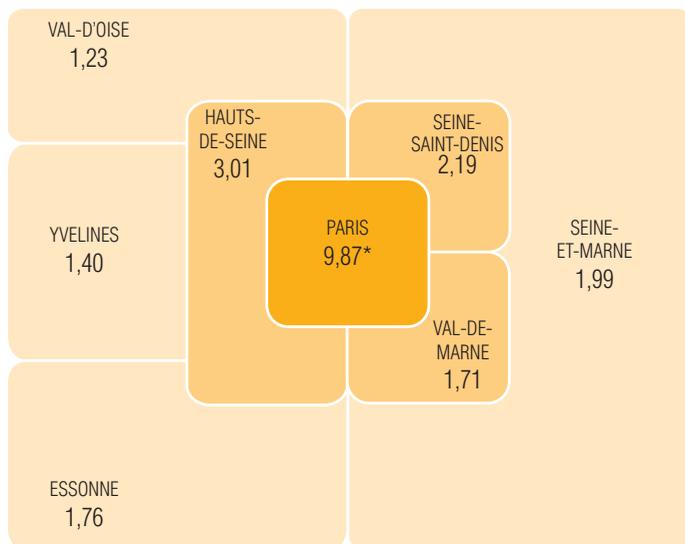
- Région
- Département



La région Île-de-France comprend **64** intercommunalités.
 Au sein de cet ensemble, la métropole du Grand Paris est un EPCI à statut particulier dont les caractéristiques sont spécifiques. Elle regroupe **131** communes et **7 042 131** habitants.
 La Ville de Paris constitue un territoire de la métropole du Grand Paris, mais n'est pas un établissement public territorial.

BUDGET

Budgets 2018 des conseils départementaux d'Île-de-France



Valeurs en milliards d'euros

* Paris étant à la fois un département et une commune, le conseil de Paris possède les attributions d'un conseil municipal et celles d'un conseil départemental.

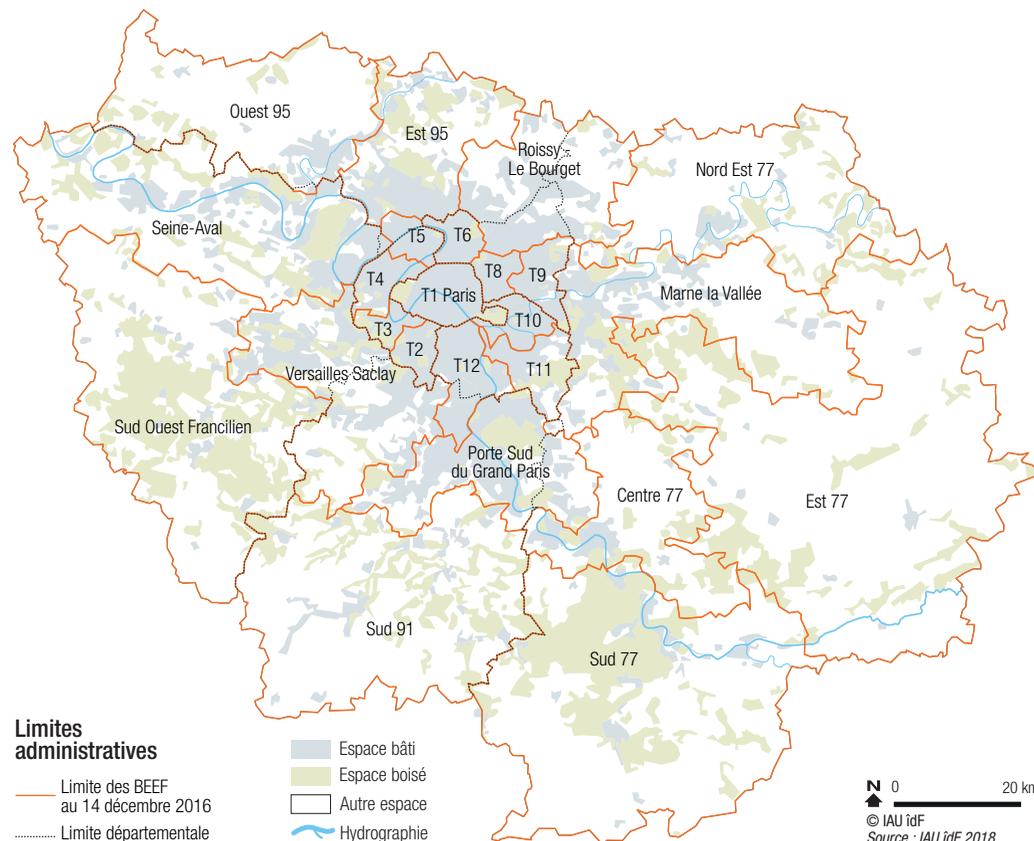
Sources : seine-et-marne.fr, yvelines.fr, essonne.fr, hauts-de-seine.fr, seine-saint-denis.fr, valdemarne.fr, valdoise.fr

Fonds européens accordés dans le cadre des politiques de cohésion et de développement rural pour la période de programmation 2014-2020

	Objectifs du fonds	Montant (millions d'euros)
FSE (Fonds social européen)	Initiatives en faveur de l'emploi, de la formation et de l'insertion professionnelle	672
Feder (Fonds européen de développement régional)	Projets d'innovation, de développement économique et durable et de réduction des disparités régionales	185
Feader (Fonds européen agricole de développement rural)	Compétitivité des secteurs agricole et forestier, environnement et gestion de l'espace rural, qualité de vie et diversification des activités en zone rurale	58

Source : DGEFP

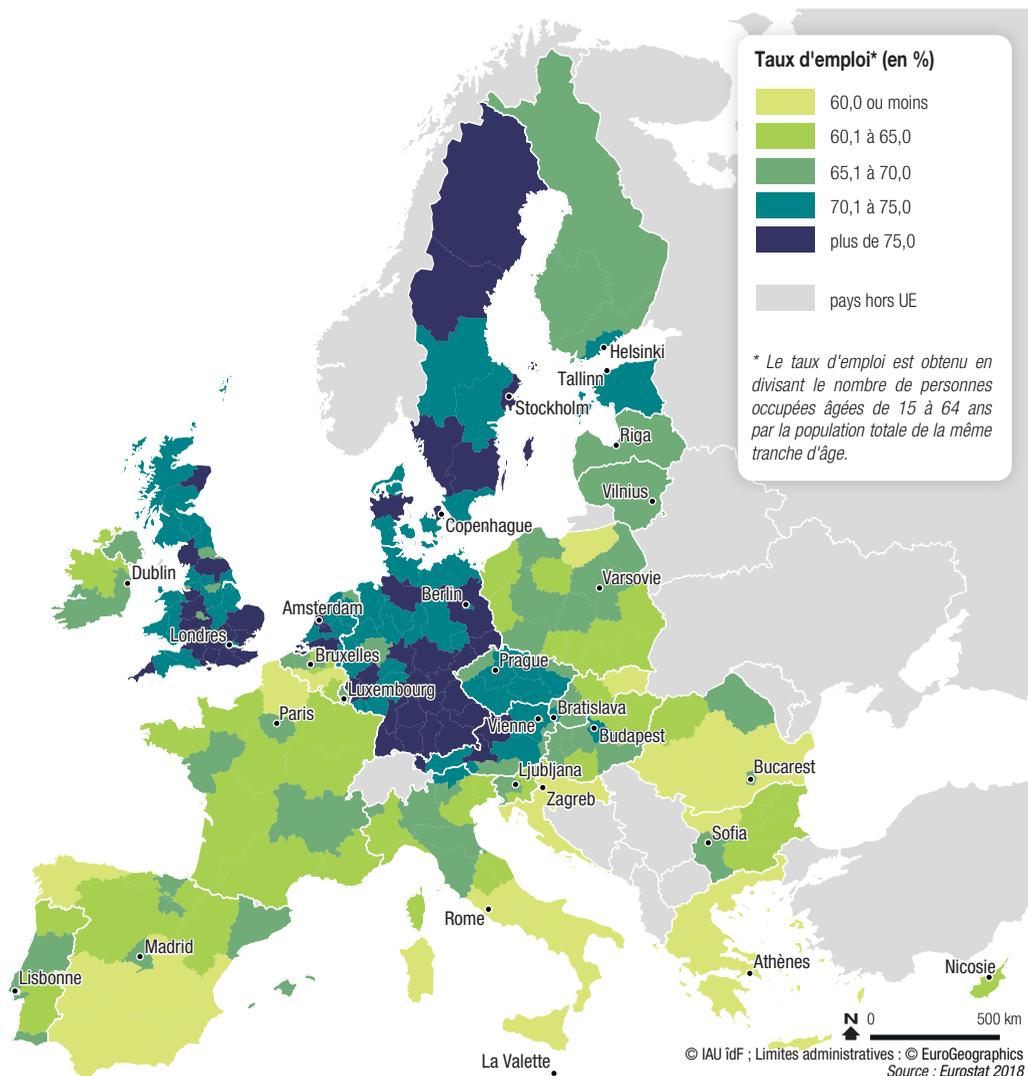
Les bassins économiques d'emploi-formation (BEEF)



Les **bassins économiques emploi-formation** (BEEF) résultent de la volonté conjointe Etat-Région de proposer une carte unique des bassins d'emploi en Île-de-France. Ils ont pour objectif la rationalisation de l'intervention publique, le renforcement de la cohérence et de l'efficacité des politiques publiques. Ces périmètres géographiques « BEEF » constituent notamment l'échelle de référence pertinente pour identifier les besoins en compétences au regard des enjeux économiques des territoires (et plus particulièrement les métiers en tension), afin de définir une offre de formation professionnelle, à la fois initiale (en particulier l'apprentissage) et continue, et d'orientation tout au long de la vie adaptée aux réalités du tissu économique et aux besoins des populations. Les découpages « BEEF » correspondent aux 24 secteurs adoptés dans le cadre du SRDEII (schéma régional de développement économique d'innovation et d'internationalisation) voté le 14 décembre 2016.



Taux d'emploi dans les régions de l'Union européenne en 2016



Taux de chômage localisé
7,7%
au 4^e trimestre 2017
(8,6% en France métropolitaine)

997 000
demandeurs d'emploi
(catégories A, B, C)
au 31 décembre 2017

Plus de
6,23 millions
d'emplois salariés et non salariés
au 31 décembre 2016

Structure de la population active ⁽¹⁾ en 2016 (%)

	Agriculteurs exploitants	Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	Cadres, prof. intellectuelles supérieures	Professions intermédiaires	Employés	Ouvriers
Île-de-France	0,1	5,0	28,9	25,7	26,3	14,0
Hommes	0,2	7,5	32,5	22,4	15,2	22,3
Femmes	0,0	2,4	25,2	29,1	37,9	5,3
Province	2,1	6,6	14,1	24,9	28,4	23,9
Hommes	2,9	8,8	16,4	23,2	12,2	36,4
Femmes	1,2	4,2	11,6	26,8	45,9	10,3

(1) Hors chômeurs n'ayant jamais travaillé
Source : Insee, enquête emploi en continu 2016

Taux d'activité en 2016 (%)

	Île-de-France	Province
Ensemble	61,2	54,9
Hommes	66,1	59,5
Femmes	56,8	50,6
15 à 29 ans	51,6	54,3
30 à 49 ans	89,1	88,6
50 ans ou plus	42,3	33,3

Source : Insee, enquête emploi en continu 2016

Niveau de diplôme de la population active en 2016 (%)

	Île-de-France	Province
Aucun diplôme ou CEP	12,3	11,6
Brevet des collèges	4,5	5,2
CAP, BEP	15,3	27,1
Baccalauréat	17,9	21,0
Diplôme de niv. Bac + 2	15,1	15,8
Dipl. de 2 ^e ou 3 ^e cycle univ.	34,9	19,4

Source : Insee, enquête emploi en continu 2016



Structure de l'emploi en 2016

	Île-de-France (%)	Province (%)
Hommes	52,7	52,9
Femmes	47,3	47,1
15 à 29 ans	19,2	18,8
30 à 49 ans	53,0	51,3
50 ans ou plus	27,8	29,9
Non salariés	9,2	13,1
Salariés, dont :	90,8	86,9
- Emplois précaires (CDD, intérim, apprentis, stages et contrats aidés)	11,1	14,2
- Emplois stables	79,7	72,7
Hors État et collectivités locales	63,6	55,4
État et collectivités locales	16,2	17,3
Secteurs d'activité, dont :		
Industrie	7,9	14,4
Construction	4,8	6,6
Tertiaire	84,8	74,7

Source : Insee, enquête emploi en continu 2016



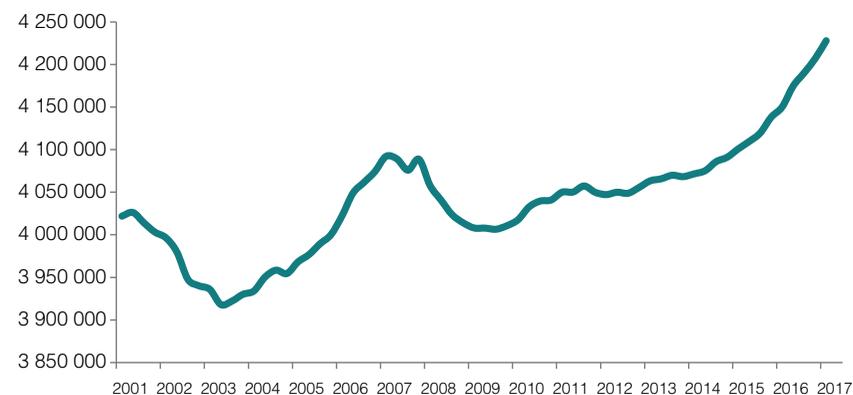
Emploi salarié marchand par grands secteurs 3^e trimestre 2017

	EMPLOIS		VARIATION ANNUELLE (en %)
	3 ^e trimestre 2016	3 ^e trimestre 2017	
Île-de-France dont :	4 146 200	4 218 900	1,8
Industrie	443 700	439 600	- 0,9
Construction	265 700	272 900	2,7
Tertiaire marchand	3 436 800	3 506 400	2,0
<i>dont commerce</i>	704 800	707 000	0,3
<i>dont intérim</i>	95 200	113 000	18,7
France, dont⁽¹⁾ :	15 954 800	16 205 500	1,6
Industrie	3 151 100	3 135 500	- 0,5
Construction	1 335 400	1 347 500	0,9
Tertiaire marchand	11 468 300	11 722 500	2,2
<i>dont commerce</i>	3 113 800	3 135 500	0,7
<i>dont intérim</i>	628 600	728 200	15,8

(1) Hors Mayotte

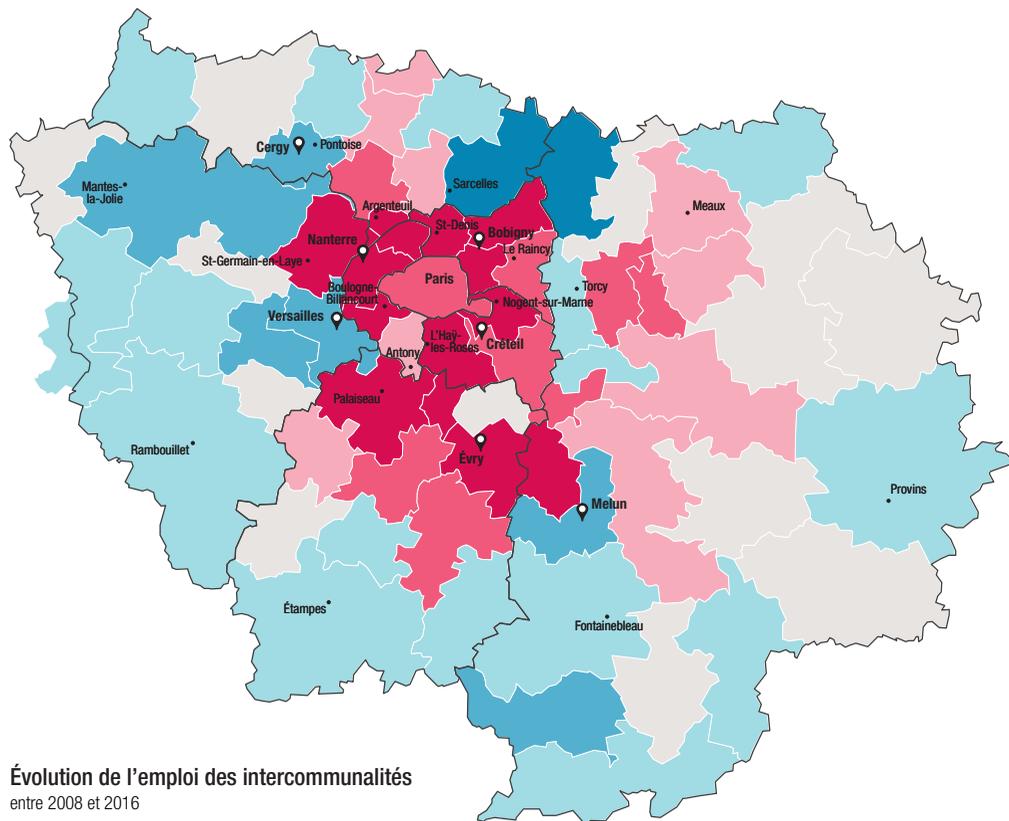
Note : données CVS, en fin de trimestre. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires.
 Champ : emploi salarié hors agriculture, secteurs principalement non marchands et salariés des particuliers employeurs.
 Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acoess-Urssaf, Dares, Insee.

Évolution de l'emploi salarié privé entre le 4^e trimestre 2001 et le 4^e trimestre 2017 en Île-de-France

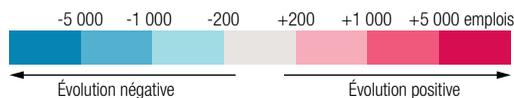


Champ : emploi salarié hors agriculture, secteurs principalement non marchands et salariés des particuliers employeurs.
 Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acoess-Urssaf, Dares, Insee.

Emplois salariés du secteur privé : évolution entre 2008 et 2016



Évolution de l'emploi des intercommunalités entre 2008 et 2016



© IAU ÎdF
Source : ACOSS 2017, traitement IAU ÎdF

94,9 %
des emplois franciliens
sont des emplois salariés

En Île-de-France,
84,8 %
des emplois relèvent
du secteur tertiaire
(contre 74,7 % au niveau national)

L'Île-de-France représente
23,9 %
de l'emploi salarié français

CHÔMAGE

Profils de chômeurs (au sens du BIT*) en 2016 (%)

	Île-de-France	Province	France métropolitaine
Hommes	53,0	53,1	53,1
Femmes	47,0	46,9	46,9
15 à 29 ans	35,3	38,5	37,9
30 à 49 ans	43,9	41,9	42,3
50 ans ou plus	20,8	19,6	19,8
Catégories socioprofessionnelles, dont :			
- Cadres	11,0	4,8	6,0
- Professions intermédiaires	14,2	13,0	13,2
- Employés	30,7	28,5	28,9
- Ouvriers	22,4	34,4	32,1
Sans diplôme ou CEP			
Brevet, CAP, BEP	25,4	36,1	34,0
Baccalauréat	21,8	21,3	21,4
Diplôme de niveau bac + 2			
Diplôme de 2 ^e ou 3 ^e cycle universitaire	21,2	11,3	13,2

Source : Insee, enquête emploi en continu 2016
* Bureau international du travail

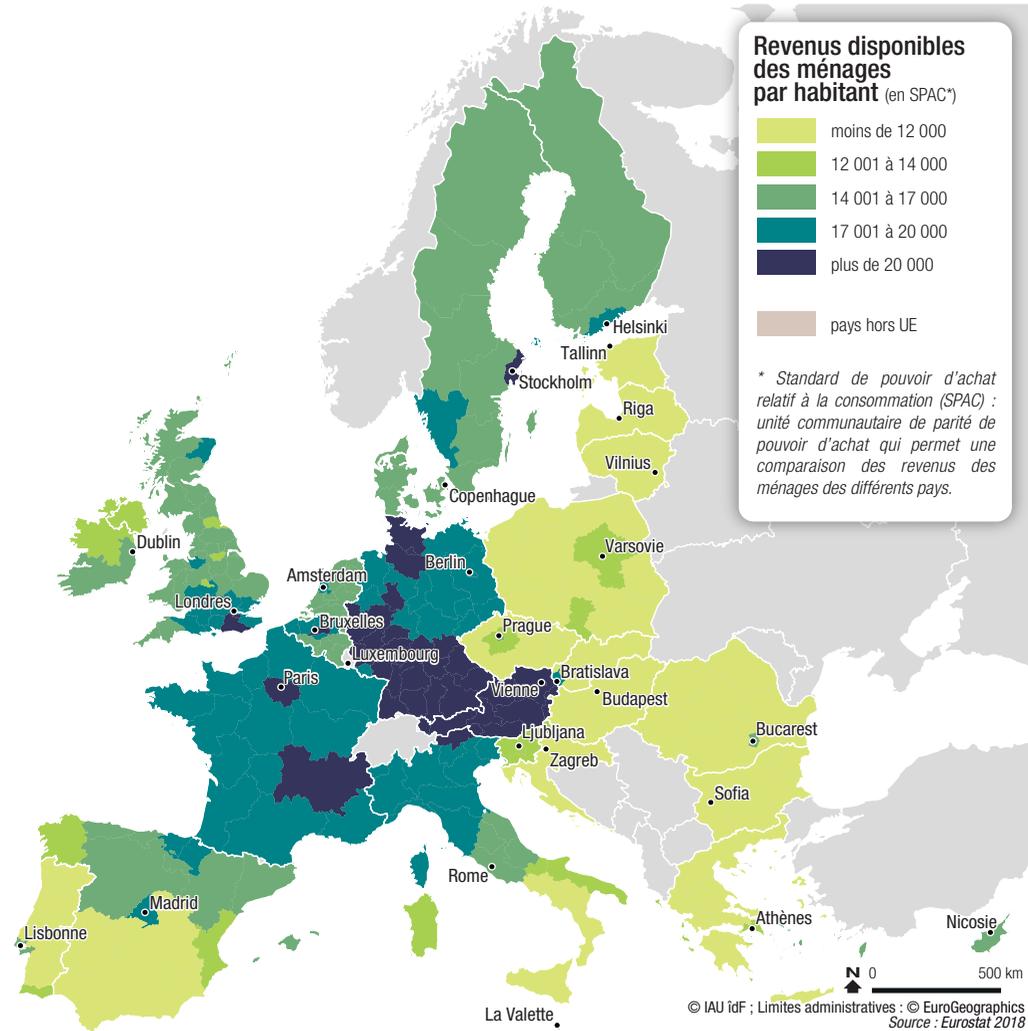
Demandeurs d'emploi en fin de mois au 31.12.2017

	Ensemble	CATÉGORIES A, B ET C (1)			CATÉGORIE A
		Moins de 25 ans (%)	50 ans ou plus (%)	Longue durée (%)	
Île-de-France	997 000	9,7	25,8	43,8	667 800
Province	4 686 400	14,2	24,6	45,3	2 855 900
France métropolitaine	5 683 200	13,4	24,8	45,0	3 523 600

(1) Voir glossaire.
Sources : Pôle emploi et Dares, données brutes

REVENUS

Revenu des ménages dans les régions de l'Union européenne en 2014



Formation du revenu disponible brut des ménages par habitant en 2015 *

	Revenu disponible brut par habitant (euros)	Excédent brut et revenu mixte (%) (+)	Salaires et traitements bruts (%) (+)	Cotisations sociales des salariés et non-salariés (%) (-)	Impôts (%) (-)	Prestations en espèces (%) (+)	Autres (1) (%) (+)
Île-de-France	24 201	22,6	74,2	12,6	20,2	26,2	9,8
Province	19 378	21,7	58,0	10,0	13,9	36,2	8,0
Métropole	20 284	21,9	61,7	10,6	15,3	33,9	8,4

* Données semi-définitives.
(1) Autres = revenu de la propriété (intérêts, revenus des sociétés, revenus attribués aux assurés, revenus des terrains et gisements) + autres transferts courants
Source : INSEE, Division Statistiques Régionales, Locales et Urbaines - comptes régionaux des ménages définitifs - base 2010

Revenu disponible (1) en 2014

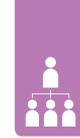
	Île-de-France	France métropolitaine
Nombre total de ménages fiscaux	4 846 044	26 924 251
Part des ménages fiscaux imposés (en %)	68,4	58,1
Structure du revenu disponible (en %)		
Part des revenus d'activité (2)	83,9	73,1
Part des retraites, pensions et rentes	21,3	27,9
Part des revenus du patrimoine	12,3	11,1
Part des prestations sociales	4,4	5,3
Part des impôts	- 21,9	- 17,4

(1) Le revenu disponible d'un ménage comprend les revenus d'activité (nets des cotisations sociales), les revenus du patrimoine, les transferts en provenance d'autres ménages et les prestations sociales (y compris les pensions de retraite et les indemnités de chômage), nets des impôts directs.
(2) Les revenus d'activité incluent les indemnités de chômage
Champ : France métropolitaine, Martinique et La Réunion
Source : Insee-DGFIP-Cnaf-Cnav-Ccmsa, Fichier localisé social et fiscal (Filosofi)

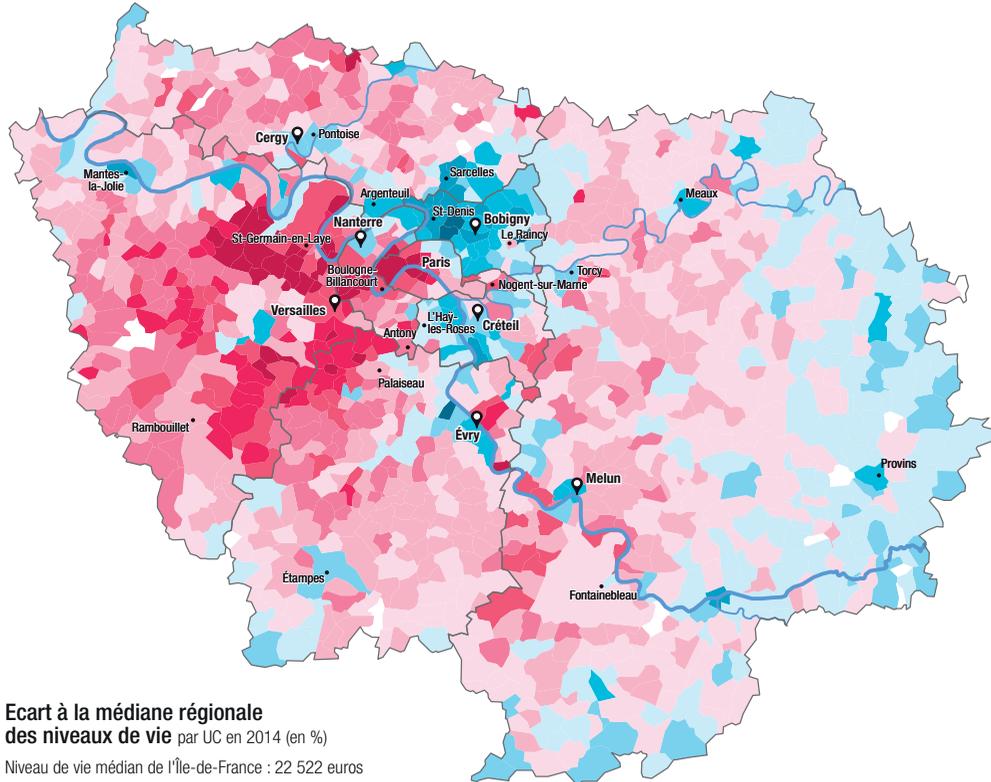
Le revenu disponible brut par habitant est de
24 201 €

68,4 %
des ménages fiscaux franciliens sont imposés

Les revenus d'activités représentent
83,9 %
des revenus disponibles (73,1 % en France métropolitaine)



Disparité de revenus franciliens en 2014



Ecart à la médiane régionale des niveaux de vie par UC en 2014 (en %)

Niveau de vie médian de l'Île-de-France : 22 522 euros



© IAU idF 2018
 source : Insee-DGFiP-Cnaf-Cnav-CCMSA, fichier localisé social et fiscal (Filosofi)

En 2014 le taux de pauvreté francilien s'élève à **15,6 %** (13,9 % en France métropolitaine)

L'Île-de-France compte **4,8** millions de ménages fiscaux (soit 18,0 % de la France métropolitaine)

Le revenu disponible mensuel médian est de **1 877** euros (1 697 euros en France métropolitaine)

Démographie des entreprises

	ÎLE-DE-FRANCE			Entreprises au 31.12.2015	FRANCE			Entreprises au 31.12.2015
	2016 Créations d'entreprises Micro-entrepreneurs	2016 Hors micro-entrepreneurs	Défaillances d'entreprises		2016 Créations d'entreprises Micro-entrepreneurs	2016 Hors micro-entrepreneurs	Défaillances d'entreprises	
Ensemble dont :	75 820	86 335	12 257	1 054 827	222 792	331 239	56 106	4 350 300
Industrie manufacturière, extractives et autres	1 739	2 315	626	42 900	8 258	16 318	4 041	280 477
Construction	3 640	9 038	3 336	115 137	16 470	45 142	13 687	587 008
Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	5 464	15 657	2 313	180 948	24 623	72 503	12 472	837 250
Transports et entreposage	12 854	9 287	658	42 846	17 837	15 755	1 753	114 810
Hébergement et restauration	1 319	4 341	1 133	54 060	6 342	24 462	7 720	290 082
Information et communication	5 980	7 103	651	77 973	14 472	13 126	1 411	160 734
Activités financières et d'assurance	735	4 158	239	41 953	1 929	13 910	1 128	155 755
Activités immobilières	818	3 776	364	46 624	2 527	16 336	2 126	191 017
Activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien	25 809	20 932	1 859	268 767	64 542	60 461	6 248	774 053
Administration publique, enseignement, santé humaine, action sociale et autres activités de service	17 462	9 728	1 078	183 619	65 792	53 226	5 520	959 114

Champ : activités marchandes hors agriculture
Sources : Insee, répertoire des entreprises et des établissements (Sirene); Banque de France.

Principaux employeurs au 31.12.2015

Raison sociale	Assistance publique-Hôpitaux de Paris (1)	Ville de Paris (1)	La Poste	RATP	Air France	SNCF Mobilités	Orange	Préfecture de Police de Paris (1)	Société Générale	BNP Paribas	PSA Peugeot Citroën	EDF	Renault SAS	SNCF Réseau
Effectif régional	89 940	60 909	47 305	45 653	40 657	31 955	31 497	30 466	27 361	26 770	19 648	18 199	18 136	17 457

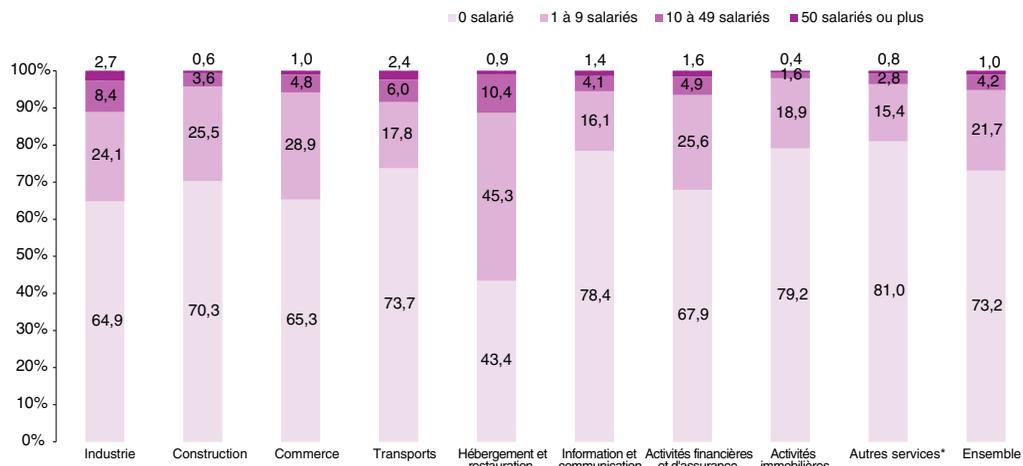
(1) Secteur public.
Source : Insee, CLAP (Connaissance localisée de l'appareil productif) 2015

1 211 273 établissements en 2016, soit 23,6 % du total national

En 2016, **73,9 %** des entreprises franciliennes n'ont aucun salarié

Taux de création d'entreprises en 2015, légèrement supérieur au taux national (12,4 %)

Répartition des établissements selon la taille et le secteur au 31.12.2015 (%)



* Activités spécialisées, scientifiques et techniques, activités de services administratifs et de soutien, administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale, autres activités de services.
 Champ : activités marchandes hors agriculture.
 Source : Insee, répertoire des entreprises et des établissements.

Établissements filiales d'un groupe étranger au 31.12.2015

	Île-de-France	France
Établissements employeurs contrôlés par un groupe étranger		
Nombre d'établissements	16 253	58 417
Part dans le total des établissements (%)	3,9	3,0
Taux de pénétration* (%)		
Industrie	17,6	21,0
Construction	3,2	2,1
Commerce	28,3	16,5
Services (y.c. activités financières)	10,5	6,2
Ensemble (hors agriculture et administration)	12,3	9,2

* part de l'emploi des établissements contrôlés par des groupes étrangers dans l'emploi total
 Source : Insee, CLAP (Connaissance locale de l'appareil productif) 2015, LIFI 2015

Répartition des professions libérales par activités au 31.12.2016

	Industrie	Construction	Commerce	Transports et entreposage	Information et communication	Activités immobilières	Activités finan. et d'assu.	Activités spécialisées, scient. et tech., act. de services adm. et de soutien	Adm. pub., enseignement, santé et action soc.	Autres activités de services	Total
Île-de-France	1 191	444	1 999	564	16 019	1 020	2 440	107 048	95 708	20 961	247 650
France	4 200	1 891	6 609	1 495	40 666	3 656	10 666	267 274	522 223	84 815	944 635

Source : Insee, répertoire des entreprises et des établissements

Répartition des établissements et des effectifs au 31.12.2015

	Établissements	Effectifs	Effectifs moyen par établissements
Industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	6 800	78 928	11,6
Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	8 086	51 242	6,3
Cokéfaction et raffinage	37	1 624	43,9
Fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques ; fabrication de machines	2 916	71 858	24,6
Fabrication de matériels de transport	537	72 667	135,3
Fabrication d'autres produits industriels	31 289	158 610	5,1
Construction	120 838	278 220	2,3
Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles	213 693	703 339	3,3
Transports et entreposage	49 245	363 531	7,4
Hébergement et restauration	61 967	285 822	4,6
Information et communication	82 615	365 645	4,4
Activités financières et d'assurance	50 582	325 583	6,4
Activités immobilières	52 832	73 329	1,4
Activités scientifiques et techniques ; services administratifs et de soutien	286 815	854 105	3,0
Administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale	122 200	211 580	1,7
Autres activités de services	73 672	119 278	1,6
Ensemble	1 164 124	4 015 361	3,4

Champ : activités marchandes hors agriculture.
 Source : Insee, répertoire des entreprises et des établissements

AGRICULTURE

Utilisation de territoire en 2016

	Hectares	Part
Sols agricoles ⁽¹⁾	593 100	49,4 %
dont céréales	363 290	30,2 %
dont oléagineux (colza, tournesol,...)	82 220	6,8 %
dont protéagineux (féveroles, pois,...)	19 335	1,6 %
dont betteraves	42 780	3,6 %
dont pommes de terre	4 412	0,4 %
Sols artificiels ⁽²⁾	259 600	21,6 %
Sols naturels ⁽³⁾	354 200	28,7 %

(1) Sols cultivés, dont ceux comprenant serres et abris hauts, et surfaces toujours en herbe.

(2) Sols bâtis, revêtus, stabilisés et autres artificialisés, données 2015

(3) Sols boisés, landes, friches, zones humides, en eau, ou interdites, données 2015

Source : Agreste, Statistique agricole annuelle

ARTISANAT

Entreprises artisanales au 31.12.2016

	Nombre total	Industrie	Construction	Commerce	Services	Ensemble
Île-de-France	240 464	11 %	38 %	25 %	25 %	100 %
France	1 389 661	15 %	38 %	21 %	25 %	100 %

Sources : Insee

CONSTRUCTION

Construction de logements en 2016 et 2017

	AUTORISÉS				COMMENCÉS			
	ÎLE-DE-FRANCE		FRANCE MÉTROPOLITAINE		ÎLE-DE-FRANCE		FRANCE MÉTROPOLITAINE	
	2016	2017	2016	2017	2016	2017	2016	2017
Logements, dont :	93 576	101 203	459 241	508 593	60 686	75 581	316 407	385 026
logements collectifs	75,2 %	74,6 %	53,3 %	53,0 %	72,7 %	77,8 %	53,2 %	56,1 %
logements individuels purs	8,5 %	7,9 %	28,0 %	29,3 %	7,1 %	6,2 %	27,9 %	26,8 %

Source : Sit@del2

COMMERCE

Grandes surfaces du commerce de détail en 2017

	CENTRES COMMERCIAUX			HYPERMARCHÉS			SUPERMARCHÉS			SUPER MAXI-DISCOMPTES		
	Nombre	Surface (1)	Densité (3)	Nombre	Surface (2)	Densité (3)	Nombre	Surface (2)	Densité (3)	Nombre	Surface (2)	Densité (3)
Île-de-France	158	5 272 860	431	226	1 509 772	123	1 087	1 138 323	93	367	298 856	24
France	678	17 917 919	276	2 208	11 655 911	179	6 187	7 782 324	120	3 536	2 878 217	44

	GRANDS MAGASINS			JARDINERIES (4)			BRICOLAGE		
	Nombre	Surface (2)	Densité (3)	Nombre	Surface (2)	Densité (3)	Nombre	Surface (2)	Densité (3)
Île-de-France	20	287 453	23	104	459 839	38	200	1 022 427	83
France	102	730 768	11	1 788	5 337 048	82	2 225	8 794 125	135

(1) Surface GLA : Gross Leasing Area (surface locative qui ne prend en compte que la surface exploitable pour la présentation, la vente, le stockage des marchandises et l'espace de paiement excluant les parties communes).

(2) Surface de vente.

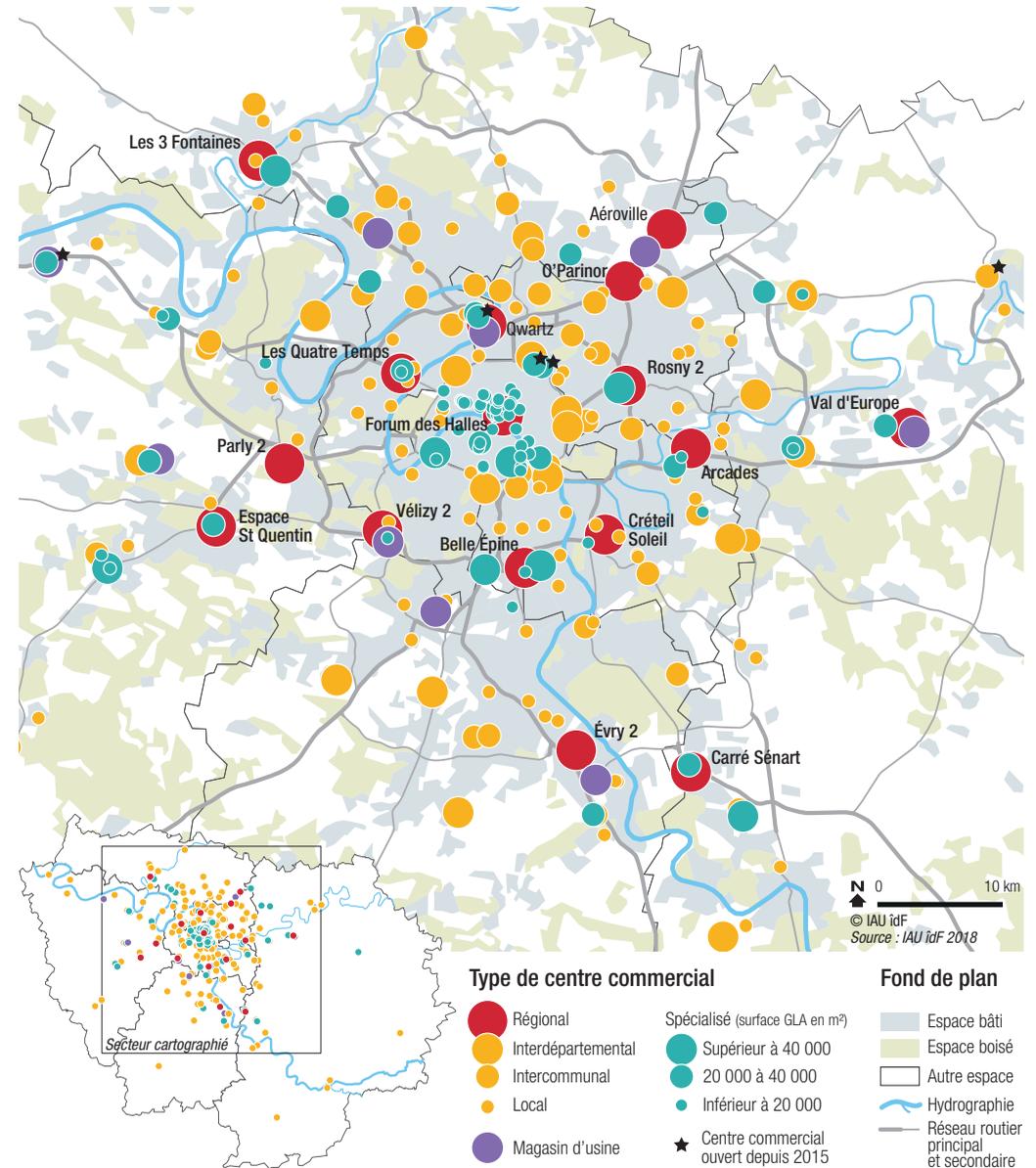
(3) La densité en m² pour 1000 habitants est calculée à partir des estimations de population (Insee - Estimations de population (résultats provisoires arrêtés fin 2017)).

(4) Hors LISA (libre service agricole).

Source : Panorama 2018 - Le guide de la distribution, Nielsen Tradedimensions.

Note: les magasins Monoprix (magasins populaires) sont recensés dans les Hypermarchés (surface de vente supérieure ou égale à 2500 m²) ou Supermarchés (surface de vente inférieure à 2500 m²)

Les centres commerciaux en Île-de-France en 2017





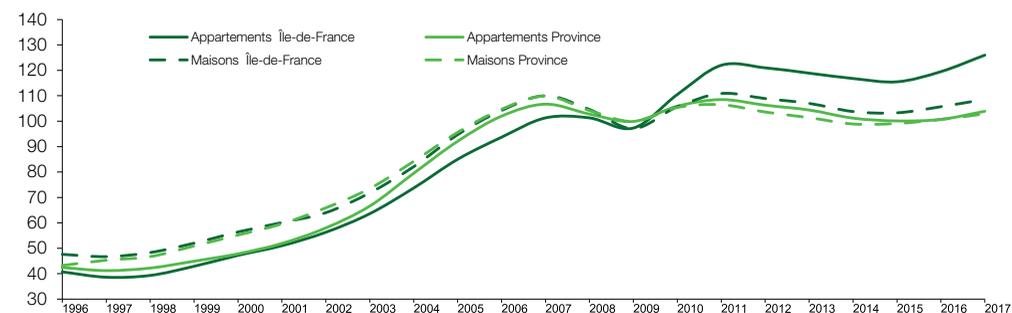
LOGEMENT

Caractéristiques des logements en 2009 et 2014

	Île-de-France		France métropolitaine	
	2014	2009	2014	2009
Nombre de logements (milliers)	5 619	5 417	33 943	32 174
Nombre de résidences principales (milliers)	5 074	4 932	28 045	26 866
Proportion de maisons individuelles (%)	26,6	26,9	55,7	56,0
Proportion de locataires (%)	49,7	49,2	40,0	39,7
Nombre moyen de pièces par résidence principale	3,4	3,4	4,0	4,0
Nombre moyen de personnes par ménage	2,3	2,3	2,2	2,3

Source : Insee, recensement de la population 2009 et 2014, exploitations principales et complémentaires

Prix des logements anciens (1), indices au 4^e trimestre, de 1996 à 2017 (2)



(1) Logements anciens au sens fiscal du terme : construits depuis plus de cinq ans ou ayant déjà fait l'objet d'une mutation.

(2) Base 100 au 1^{er} trimestre 2010, 4^e trimestre (données provisoires) pour 2017, séries brutes.

Sources : Chambre des Notaires de Paris (pour l'Île-de-France), Perval-M.I.N. (pour la Province), Insee

Évolution des loyers du parc privé en 2016 à Paris, en petite couronne et en grande couronne dans l'agglomération parisienne

	Paris	Petite couronne	Grande couronne	Agglomération parisienne
Surface moyenne (m ²)	50	52	58	53
Loyer mensuel moyen au 01/01/2017				
en €	1137	861	798	949
en €/m ²	22,8	16,6	13,7	18,0
Évolution annuelle en 2016				
en %	+0,4	+0,1	-0,4	+0,1
en €/m ²	+0,1	0,0	-0,1	0,0

Source : Olap



ENSEIGNEMENT, APPRENTISSAGE ET RECHERCHE

Effectifs d'élèves du premier et du second degré à la rentrée 2016

	Élèves du premier degré				Élèves du second degré			
	Public	Privé	Public et privé	Part du Public (%)	Public	Privé	Public et privé	Part du public (%)
Île-de-France	1 203 463	121 976	1 325 439	90,8	847 493	204 490	1 051 983	80,6
France métropolitaine	5 591 259	908 065	6 499 324	86,0	4 155 956	1 160 906	5 316 862	78,2

Champ : Public + privé (y compris hors contrat).

Source : MEN-MESRI-DEPP / Enquête dans les écoles publiques et privées de l'enseignement préélémentaire et élémentaire, Système d'information Scolarité et enquête n° 16 auprès des établissements privés hors contrat.

Nombre d'établissements du second degré à la rentrée 2016

	Public					Privé				Public + Privé	
	Collèges	LP (1)	LEGT (2)	EREA (3)	Total	Collèges	LP (1)	LEGT (2)	Total	Total étab	Part du privé (%)
Île-de-France	896	114	352	13	1 375	292	57	240	589	1 964	30,0
France métropolitaine	5 076	823	1 526	79	7 504	1 808	611	1 034	3 453	10 957	31,5

Champ : établissements sous tutelle du ministère en charge de l'éducation nationale.

(1) LP : lycées professionnels.

(2) LEGT : lycées d'enseignement général et technologique.

(3) EREA : établissements régionaux d'enseignement.

Sources : MEN-MESRI-DEPP / Systèmes d'information SCOLARITÉ et SCOLEGE.



Effectifs étudiants de l'enseignement supérieur en 2016-2017

	Total Île-de-France	France métropolitaine	Île-de-France/ France métropolitaine (%)
Universités	381 060	1 593 512	23,9
<i>dont préparation DUT</i>	17 004	115 416	14,7
Sections de techniciens supérieurs et assimilés	44 430	248 131	17,9
Classes préparatoires aux grandes écoles	27 231	84 827	32,1
Formations d'ingénieurs ⁽¹⁾	39 833	152 364	26,1
Écoles de commerce, gestion et vente ⁽²⁾	51 254	151 715	33,8
Autres écoles et formations ⁽³⁾	137 362	363 572	37,8
Ensemble ⁽⁴⁾	678 159	2 564 539	26,4
Évolution 2016/2015 (%)	2	2	

(1) Ensemble des écoles et formations d'ingénieurs (universitaires ou non), y compris les formations d'ingénieurs en partenariat.

(2) Hors BTS.

(3) Paris-Dauphine, EHESS, IEP Paris, École nationale supérieure des sciences de l'information et des bibliothèques, Inalco, Observatoire de Paris, École pratique des hautes études, Institut de physique du Globe, École nationale des chartes, formations comptables, écoles normales supérieures, facultés privées, écoles juridiques et administratives, écoles supérieures artistiques et culturelles, écoles paramédicales et sociales, préparations intégrées, autres écoles.

(4) Sans double compte des formations d'ingénieurs.

Sources : MESRI-SIES / Systèmes d'information SISE et SCOLARITE, enquêtes menées par le SIES sur les établissements d'enseignement supérieur, enquêtes spécifiques aux ministères en charge de l'agriculture, de la santé, des affaires sociales et de la culture.



Effectifs d'apprentis par niveau de formation à la rentrée 2015

	NIVEAU V CAP, BEP	NIVEAU IV Bac professionnel ou brevet professionnel	NIVEAU III Bac + 2 (BTS, DUT, 1 ^{er} cycle universitaire)	NIVEAU II Bac + 3 et + 4 (licence, maîtrise)	NIVEAU I Bac + 5 ou plus	ENSEMBLE
Île-de-France	16 410	15 784	17 155	10 213	19 276	78 838
Évolution 2015 / 2014 (%)	- 5,5	- 4,6	1,0	2,9	4,8	- 0,5
France métropolitaine	155 500	99 659	71 522	24 075	45 909	396 665
Part de l'Île-de-France (%)	10,6	15,8	24,0	42,4	42,0	19,9

Source : MEN-MESRI-DEPP / Système d'information sur la formation des apprentis (Sifa).

Poids de l'apprentissage dans le second cycle professionnel à la rentrée 2015

		Île-de-France	France métropolitaine
Effectifs du second cycle professionnel	Statut scolaire	Niveau V ⁽²⁾ 18 742	129 404
		Niveau IV ⁽³⁾ 95 592	587 012
	Statut apprenti	Niveau V 16 410	155 500
		Niveau IV ⁽⁴⁾ 15 784	99 659
	Ensemble 146 528	971 575	
Poids de l'apprentissage (%) ⁽¹⁾	Niveau V 46,7	54,6	
	Niveau IV 14,2	14,5	
	Ensemble 22,0	26,3	

(1) Apprentis/ensemble du second cycle professionnel (%).

(2) Niveau V statut scolaire : CAP, mention complémentaire et autres diplômes de ce niveau.

(3) Niveau IV statut scolaire : bac professionnel, BMA (brevet des métiers d'art) et autres diplômes de ce niveau.

(4) Niveau IV statut apprenti : y compris 21 apprentis préparant un brevet de technicien et 54 apprentis préparant un bac technologique. Sources

Sources : MEN-MESRI-DEPP / Système d'Information sur la Formation des Apprentis (SIFA) et Systèmes d'information Scolarité et Safran

42,1 %

des dépenses de recherche et développement privées se concentrent en Île-de-France en 2015

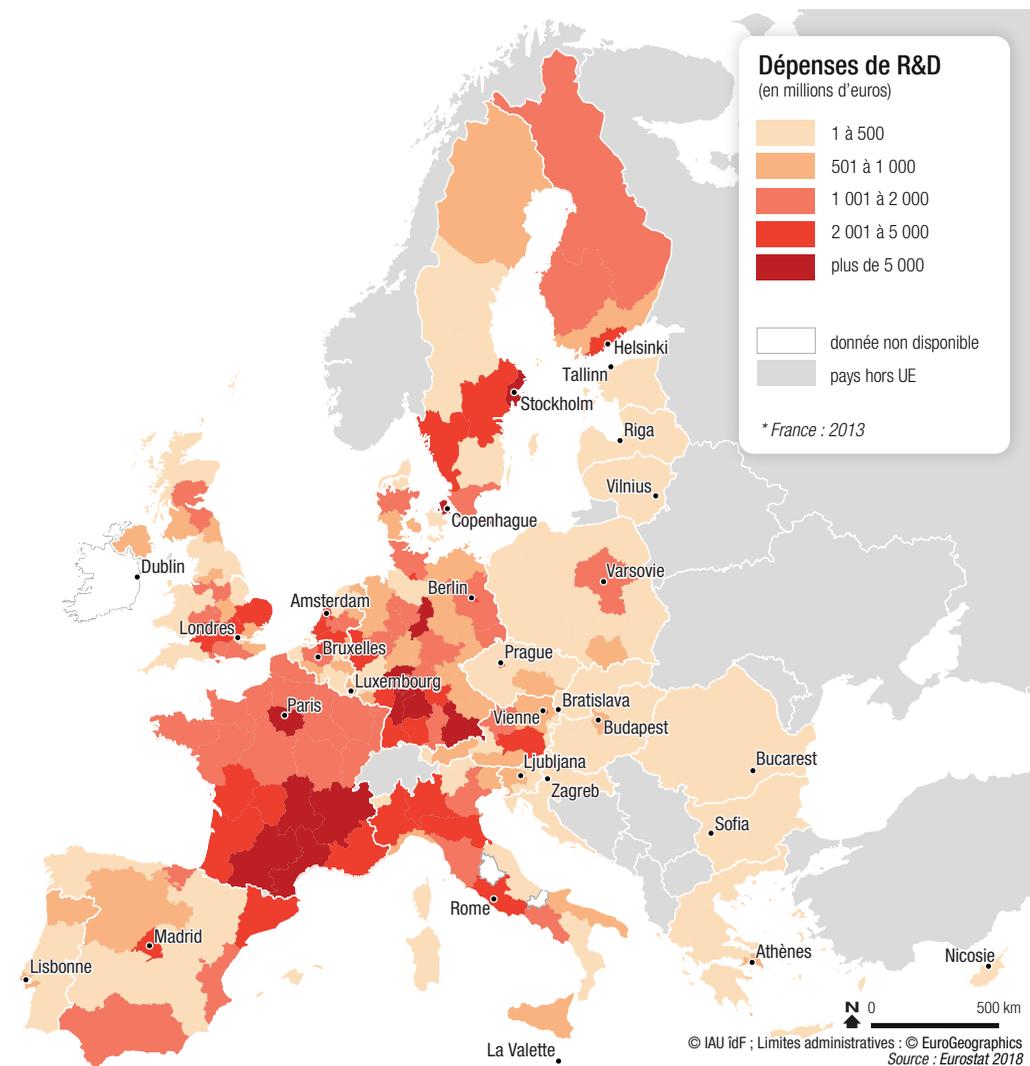
106 604

chercheurs rémunérés (privé et public), soit 40,4 % des effectifs nationaux

23,9 %

des effectifs universitaires français se concentrent en Île-de-France, dont 11,1 % à Paris

Dépenses de recherche et développement dans les régions de l'Union Européenne en 2015 *



Dépenses intérieures de recherche et développement (DIRD) et effectifs dans la recherche

	Île-de-France	France	Part de l'Île-de-France (%)
DIRD (millions d'euros) en 2015	19 802	49 395	40,1
entreprises	13 370	31 756	42,1
administrations	6 432	17 639	36,5
Effectif total ⁽¹⁾ de R&D ⁽²⁾ en 2014	155 842	411 974	37,8
entreprises	99 171	248 041	40,0
administrations	56 671	163 933	34,6
dont chercheurs rémunérés	106 604	264 122	40,4
entreprises	71 389	161 769	44,1
administrations	35 215	102 353	34,4

Champ : ensemble des entreprises et des administrations localisées en France.
 (1) Effectif rémunéré, équivalent temps plein.
 (2) Données semi-définitives.
 Source : MESRI-SIES

Montant du budget de la recherche et du transfert de technologie (R&T) réalisé par les collectivités territoriales en 2015 et 2016 ⁽¹⁾ (millions d'euros)

	Ensemble des collectivités		Conseils régionaux		Conseils départementaux		Communes et EPCI		dont montant réalisé dans le cadre des pôles de compétitivité	
	2015	2016	2015	2016	2015	2016	2015	2016	2015	2016
Île-de-France	178,4	175,1	137,2	136,3	31,0	30,8	10,3	8,0	33,8	30,3
France métropolitaine	1 201,5	1 191,8	866,7	844,5	134,6	127,5	200,1	219,9	120,6	109,5
Part de l'Île-de-France (%)	14,8	14,7	15,8	16,1	23,0	24,2	5,1	3,6	28,0	27,7

(1) Les données 2015 sont semi-définitives. Pour l'année 2016, les données proviennent des budgets R&T prévisionnels.
 Source : MESR - SIES Recherche



Indicateurs de l'effort budgétaire du conseil régional et des conseils départementaux en direction de la recherche et du transfert de technologie (R&T) en 2015 et 2016⁽¹⁾

		Poids dans le budget total de R&T (%)		Budget de R&T par habitant (euros)		Part de la R&T dans le budget primitif	
		2015	2016	2015	2016	2015	2016
Île-de-France	Conseil régional	16,1	16,5	11,3	11,2	3,0 %	3,0 %
	Conseils départementaux	24,5	25,4	2,6	2,5	2,6 ‰	2,4 ‰
France Métropolitaine	Conseil régional	100	100	13,2	12,8	3,2 %	3,0 %
	Conseils départementaux	100	100	2,0	1,9	1,9 ‰	1,8 ‰

(1) Les données 2015 sont semi-définitives, pour l'année 2016 les données proviennent des budgets R&T prévisionnels.

Sources : Budget R&T, MENESR-SIES Pôle recherche ; Population, Insee ; Dépenses réelles, DGCL.

Pôles de compétitivité au 01.01.2018

Domaine de compétences	Nombre de PME et ETI adhérentes	Nombre de grands groupes adhérents	Nombre de laboratoires ou d'établissements d'enseignement adhérents	Nombre total de membres ⁽¹⁾	Nombre de projets financés	Financement total (en millions d'€)	
Pôle mondial							
Finance Innovation Pôle de compétitivité mondial	Services financiers	300	160	20	500	28	80
medicen	Hautes technologies pour la santé	195	26	33	355	303	1 300
Systematic Paris Region Digital Ecosystem	Logiciels et systèmes complexes	480	150	140	830	615	3 104
Pôle à vocation mondiale							
cap-digital	Filière des contenus et services numériques	920	90	80	1 090	749	1 600
moveo Imagine mobility	Automobile, transport collectifs, sécurité routière et environnement	226	49	39	359	236	1 080
Pôle national							
advancity The Smart Metropolis Hub	Mobilité et ville durable	184	10	31	260	172	460
ASTech	Aviation d'affaires, transport spatial, motorisation et équipements	155	90	55	330	70	305
Cosmetic Valley	Parfumerie, cosmétique	427	45	18	490	300	350
Elastopôle Pôle de compétitivité caoutchouc et polymères	Industrie du caoutchouc et des polymères	76	11	25	129	81	259

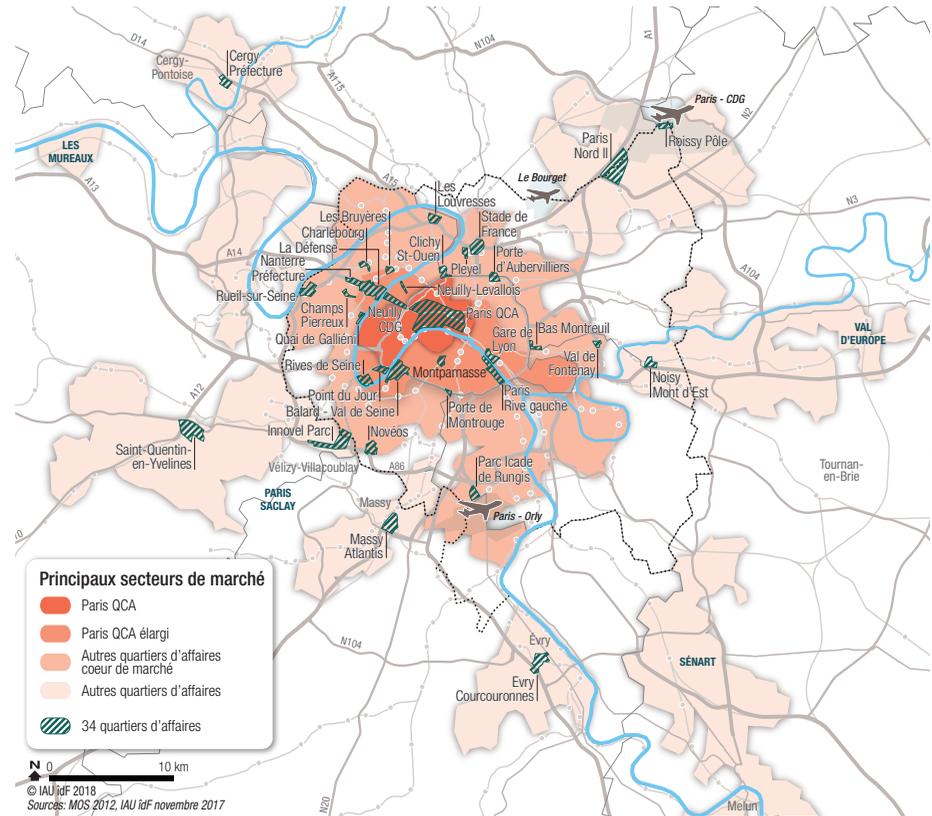
(1) incluant les collectivités territoriales et les partenaires financiers

Sources : Advancity, ASTech, Cap Digital, Cosmetic Valley, Elastopôle, Finance innovation, Medicen, Mov'eo, Systematic

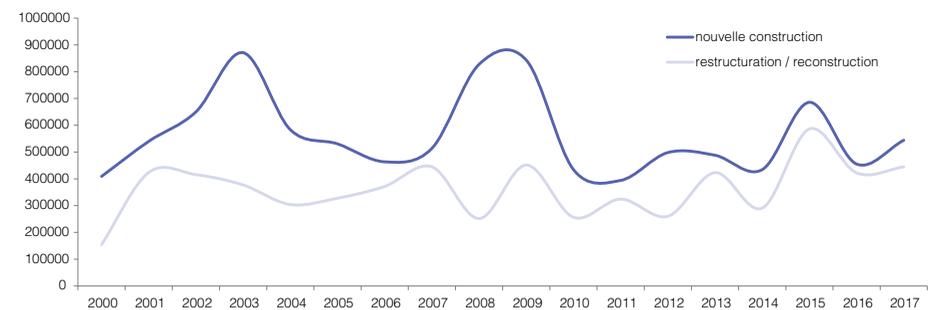


IMMOBILIER D'ENTREPRISES

L'immobilier de bureaux en Île-de-France

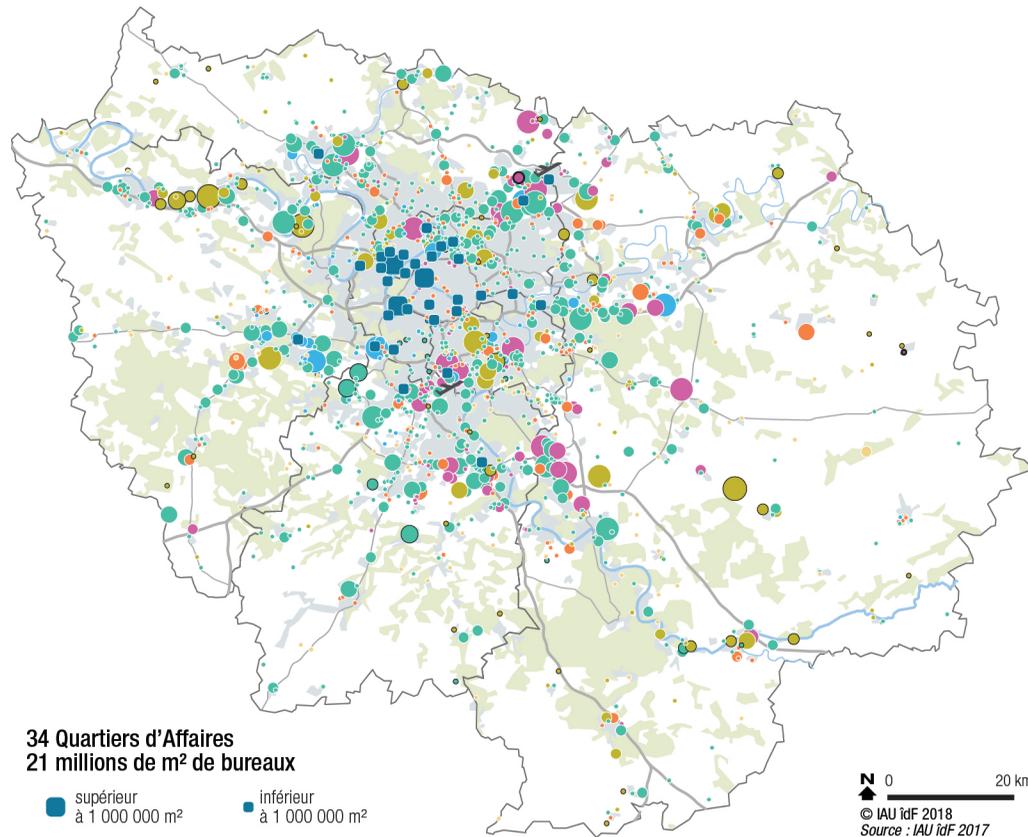


Superficie annuelle de bureaux de 5 000 m² ou plus livrés depuis 2000



Source : IAU îdF, d'après ORIE

Les sites d'activités économiques en 2017



34 Quartiers d'Affaires
21 millions de m² de bureaux

- supérieur à 1 000 000 m²
- inférieur à 1 000 000 m²

Surfaces des SAE (en hectares)

- supérieure à 150
- entre 70 et 150
- entre 25 et 70
- inférieure à 25

Dominante d'activités

- artisanale
- commerciale
- industrielle
- tertiaire
- logistique

Sans dominante d'activités

- activités mixtes

Emprise mono-entreprise

- un seul établissement localisé sur la zone

Fond de plan

- Espace bâti
- Espace boisé
- Autre espace
- Hydrographie
- Aéroport
- Réseau routier principal et secondaire

Les sites d'activités économiques (SAE) sont un regroupement de zones clairement identifiées et dédiées à de l'activité comme du commerce, du bureau, de la logistique et de l'industrie.

54,2

millions de m² de bureaux en 2017

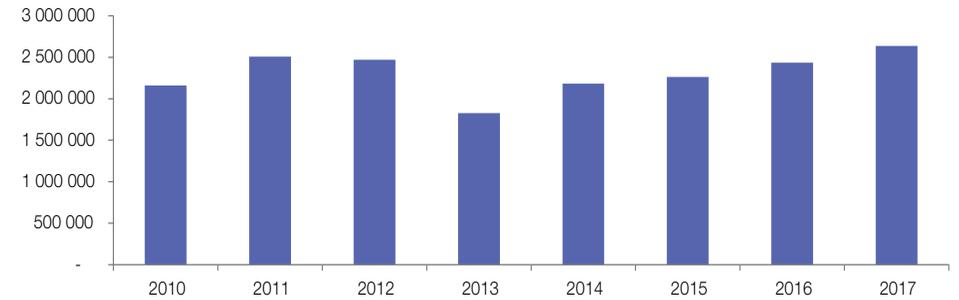
1 400

sites d'activités économiques en 2016, soit près de 32 000 hectares

19,2

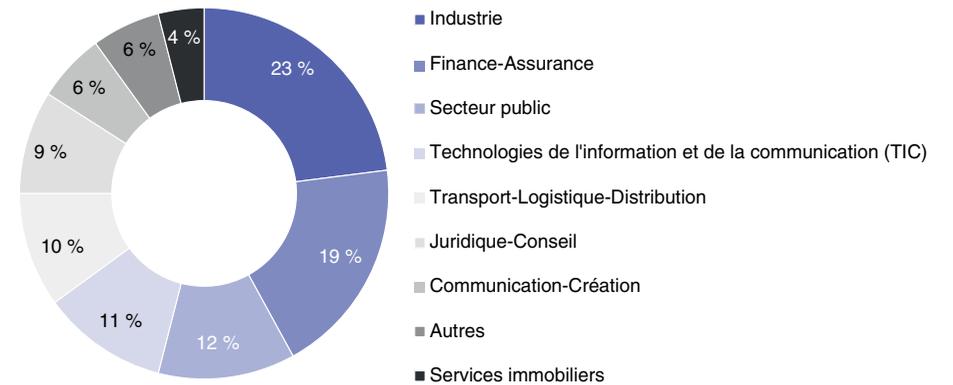
milliards d'euros investis en immobilier d'entreprise en 2017

Demande placée des bureaux en Île-de-France



Source : Immostat

Répartition de la demande placée en Île-de-France entre 2007 et 2016 (en volume pour les transactions de bureaux > 1 000 m²)



Sources : CBRE - Immostat

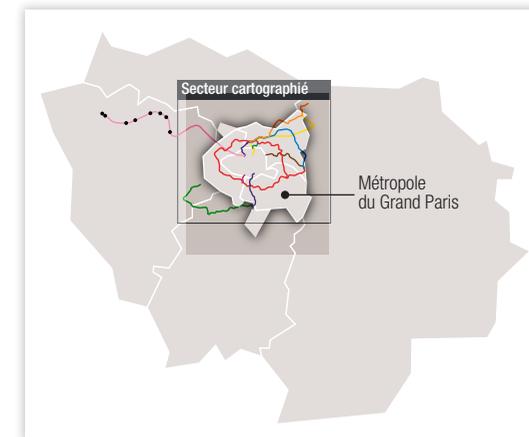
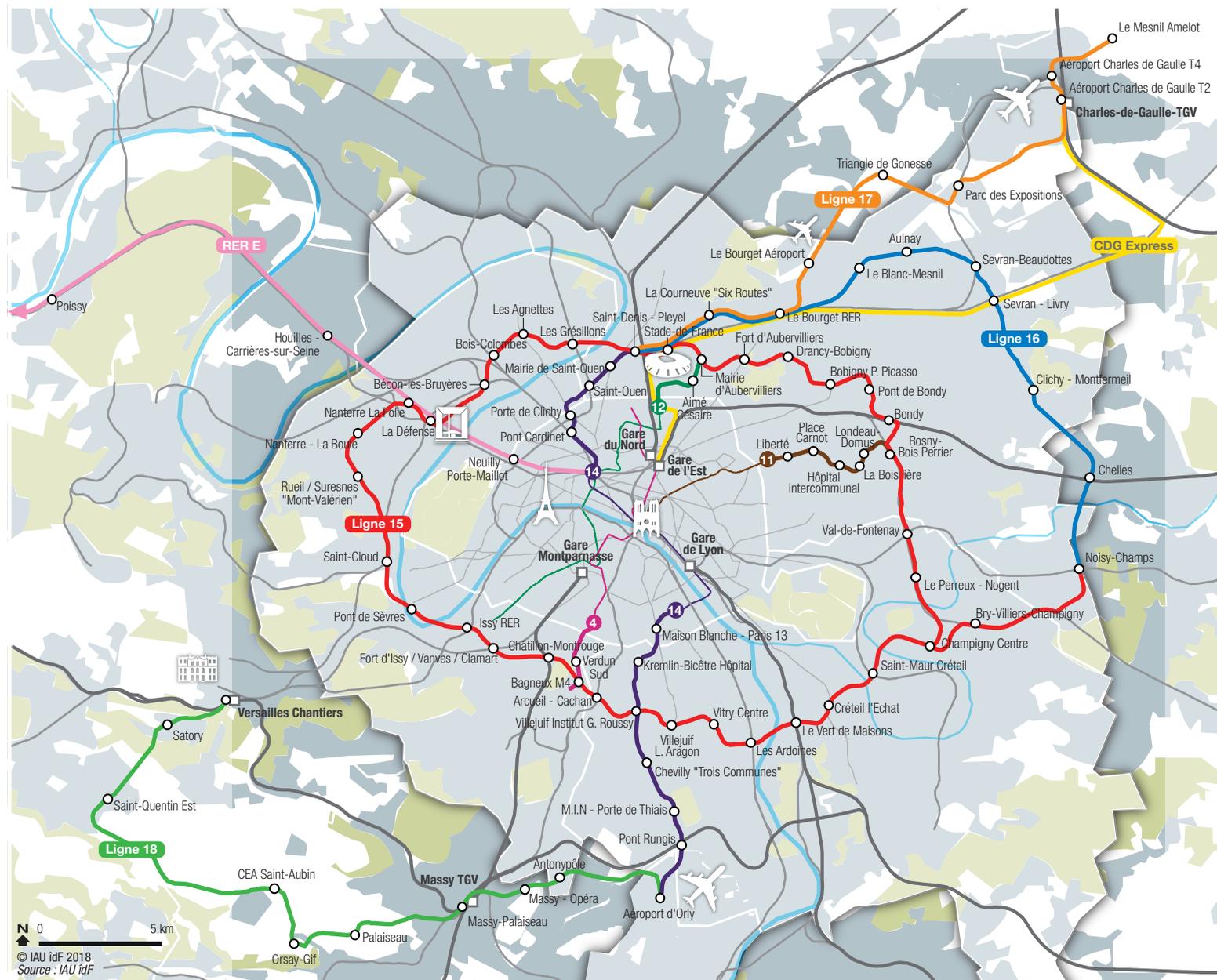
Montants investis en immobilier d'entreprise en Île-de-France (en millions d'euros)

Année	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Montants investis (millions d'euros)	8 775	12 014	12 073	11 586	17 632	20 341	20 260	19 225

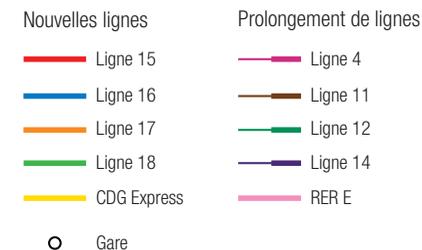
Source : Immostat



Le réseau du nouveau Grand Paris à l'horizon 2030



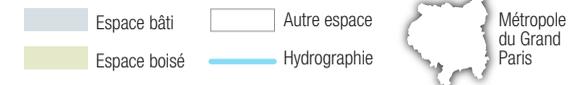
Principales lignes en projet



Réseau existant



Fond de plan



Trafic aérien en 2017

	2017	Évolution 2017/2016
Passagers (milliers)	101 513	4,5 %
Roissy - Charles-de-Gaulle	69 471	5,4 %
Orly	32 042	2,6 %
Mouvements (milliers)	704	-0,4 %
Roissy - Charles-de-Gaulle	475	0,4%
Orly	229	-2,1 %
Fret et poste (milliers de tonnes métriques)	2 290	2,1 %

Source : Aéroports de Paris

Activité fluviale en Île-de-France (en millions de tonnes) par filière en 2017

	2017	Évolution 2017/2016
Agroalimentaire	1,7	-24 %
BTP	11,3	14 %
Environnement	5,8	-2 %
Logistique	1,1	0 %
Autres filières	1	-5 %
TOTAL	20,9	3 %

Source : Haropa

Immatriculations de voitures particulières neuves en 2017

	Immatriculations	Évolution 2017/2016
Île-de-France	378 561	0,1 %
France métropolitaine	2 079 515	4,8 %
Part de l'Île-de-France	18,2 %	-0,9 point

Source : SOeS-RSVERO

Transports collectifs en 2016

	2016	Évolution 2016/2015
Ensemble Île-de-France	33 363	2,3%
Modes ferrés	27 329	2,3 %
Trains et RER	19 615	3,2 %
Métro	7 714	-0,1 %
Tramways	913	6,9%
Bus	5 121	1,6%
Bus à Paris	864	0,3%
Bus en petite couronne	2 051	1,6%
Bus en grande couronne	2 122	2,0%
Noctilien RATP	58	3,6 %
Noctilien SNCF	26	8,3%

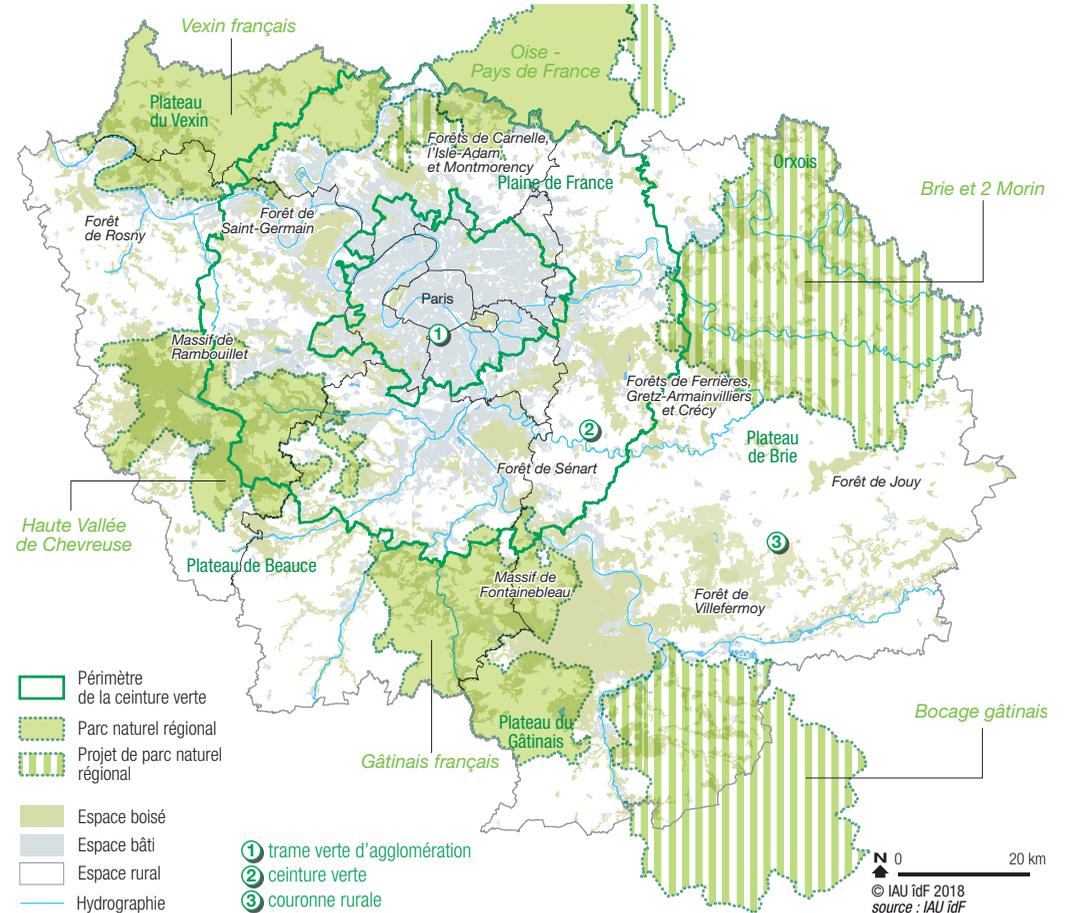
Voyageurs x kilomètres : produit du nombre de voyages ou d'utilisations sur les réseaux par la distance moyenne parcourue (estimée à partir d'enquêtes)

A partir de 2015, Changement de méthode de calcul pour le calcul du Trafic Trains SNCF : Résultats issus de la méthode CAB Tendence (source : SNCF)

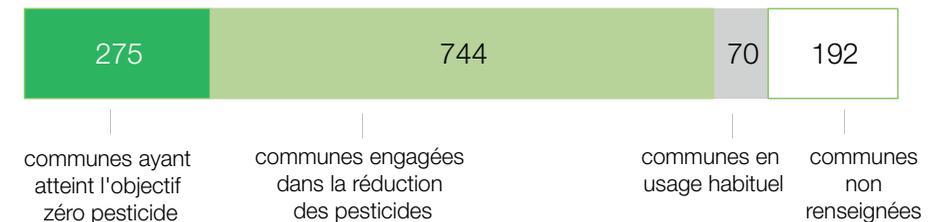
Source : Île de France Mobilités d'après Optile, RATP, SNCF

ENVIRONNEMENT

Grands ensembles naturels d'Île-de-France en 2018



Engagement des communes franciliennes face à la réduction des pesticides en septembre 2017



Source : IAU Île-de-France ARB

1,4
milliard de voyages par an sur les 13 lignes de trains régionaux et de RER

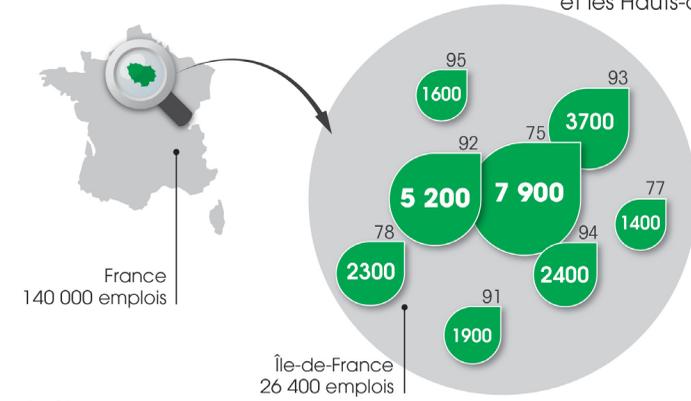
La région compte **1 519** lignes de bus

1,5
milliard de voyages par an sur les 14 lignes de métros, le réseau compte 302 stations de métros

Les emplois verts en Ile-de-France

1 profession verte sur 5 est en Île-de-France...

... dont la moitié dans Paris et les Hauts-de-Seine



© IAU îdF 2015
Source : Insee, RP 2010, Traitement IAU îdF

Budget d'investissement du Conseil Régional dédié à la qualité de l'air

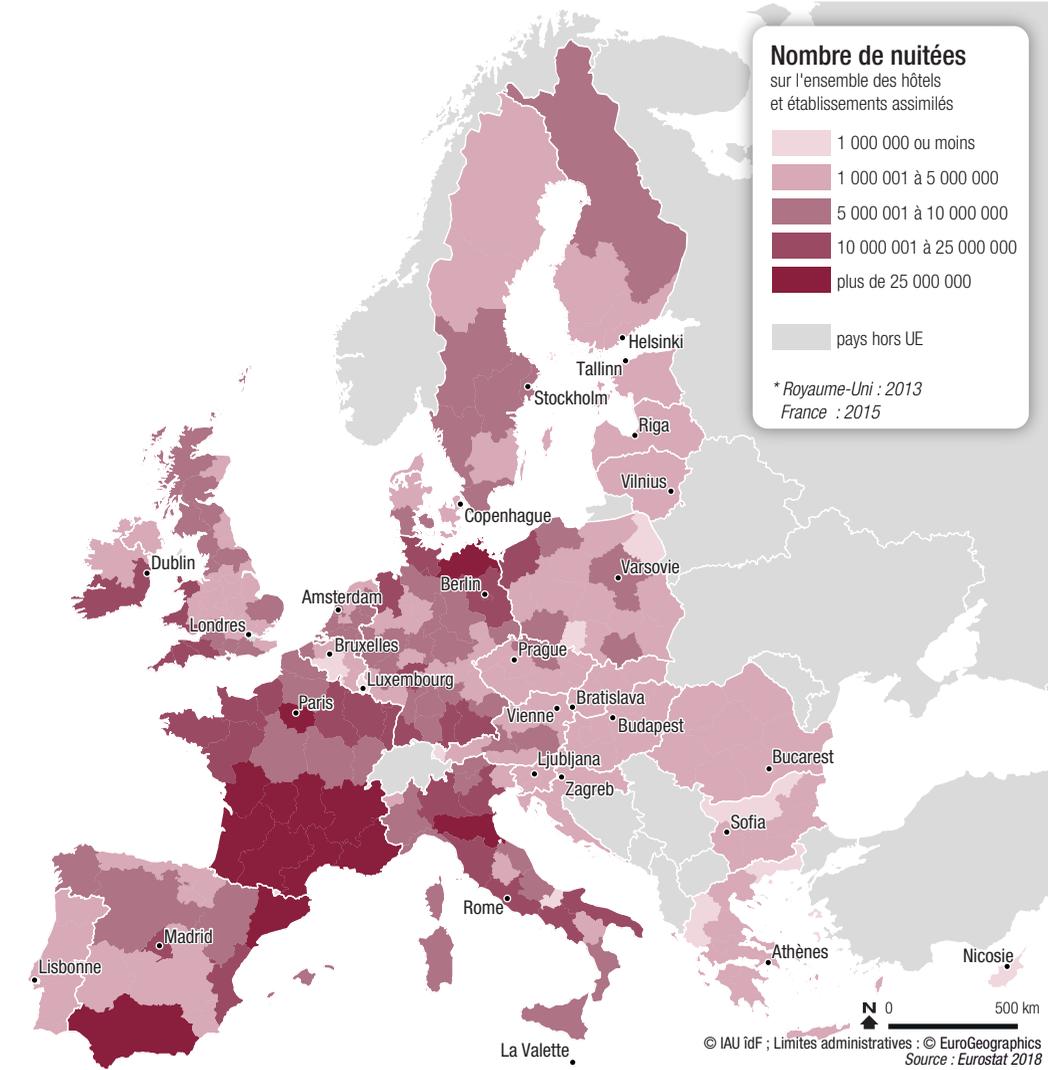
2015	620 000
2016	1 560 000
2017	8 000 000

Source : Conseil Régional d'Île-de-France



© C. Legenne / IAU îdF

Fréquentation hôtelière dans les régions de l'Union européenne en 2016*



24 %

du territoire sont couverts
par les boisements

8 342 km

de cours d'eau et canaux.

1459

espèces végétales

Répartition des hôtels de tourisme au 01-01-2017

	Hôtels classés					Ensemble	Hôtels non classés	Ensemble 2017	Évolution 2017/2016
	1 *	2 *	3 *	4 *	5 *				
Paris									
Établissements	31	231	717	348	70	1 397	176	1 573	1,4 %
Chambres	1 624	9 142	32 069	25 981	6 430	75 246	5 371	80 617	0,5 %
Île-de-France									
Établissements	102	430	1 011	485	74	2 102	358	2 460	1,2 %
Chambres	7 369	24 568	55 601	48 624	7 480	143 642	12 757	156 399	2,1 %
France métropolitaine									
Établissements	672	5 124	5 973	1 761	321	13 851	4 321	18 172	-0,2 %
Chambres	33 490	151 511	240 864	123 376	21 403	570 644	78 227	648 871	0,5 %

Source : Insee en partenariat avec la DGE et les partenaires territoriaux en géographie au 01/01/2016

Fréquentation des hôtels de tourisme en 2016

	1 *	2 *	3 *	4 *	5 *	Non classés	Ensemble
Île-de-France							
Arrivées (en milliers) ⁽¹⁾	1 781	5 365	11 192	8 974	1 201	2 368	30 881
dont part des étrangers (en %)							46,0
Nuitées (en milliers) ⁽²⁾	3 115	10 331	22 088	18 438	3 053	4 492	61 518
dont part des étrangers (en %)							54,8
Taux d'occupation ⁽³⁾	69,8	66,4	68,2	67,5	66,3	60,9	67,1
France métropolitaine							
Arrivées (en milliers) ⁽¹⁾	7 537	26 815	42 434	21 919	3 163	10 758	112 626
dont part des étrangers (en %)							29,7
Nuitées (en milliers) ⁽²⁾	12 267	45 603	74 941	41 293	7 266	18 719	200 089
dont part des étrangers (en %)							34,8
Taux d'occupation ⁽³⁾	60,2	55,8	60,1	63,2	63,5	47,8	58,4

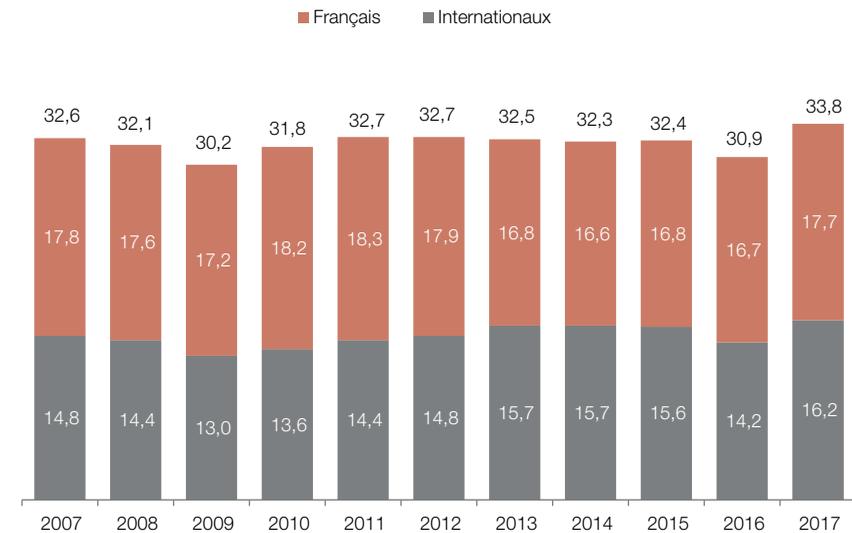
(1) Arrivées : nombre de clients qui séjournent une ou plusieurs nuits consécutives dans un même hôtel.

(2) Nuitées : nombre total de nuits passées par les clients dans un hôtel (nombre de personnes multiplié par le nombre de nuits).

(3) Taux d'occupation : rapport entre le nombre de chambres occupées et le nombre de chambres effectivement disponibles.

Source : Insee - DGCS - Comité régional du tourisme, enquête de fréquentation hôtelière

Évolution du nombre d'arrivées hôtelières (en millions)



Sources : INSEE - DGE - CRT Paris Île-de-France

Principales clientèles internationales en 2016

	Arrivées (en millions)	Variation 16/15	Nuitées (en millions)	Variation 16/15
États-Unis	2,1	-4,8 %	5,0	-8,4 %
Royaume-Uni	1,9	-8,5 %	4,6	-9,7 %
Chine	1,0	-21,5 %	2,1	-19,8 %
Allemagne	0,9	-8,1 %	2,0	-11,3 %
Espagne	0,9	-9,9 %	2,4	-11,1 %
Belgique	0,7	-0,7 %	1,3	-2,9 %
Proche et Moyen-Orient	0,8	6,6 %	2,0	2,5 %
Italie	0,6	-26,3 %	1,5	-29,7 %
Pays-Bas	0,5	-7,0 %	1,2	-8,5 %
Japon	0,3	-41,3 %	0,8	-39,7 %

Sources : CRT Paris Île-de-France - DGE - Insee

Estimation 2017 de la consommation touristique pour Paris Île-de-France et les principales clientèles

	Consommation touristique 2017 (en millions d'euros)	Variation 2017/2016	Différence 2017/2016 (en millions d'euros)
Total	20 839	8,5 %	1 637
Français	7 576	8,4 %	584
Américains	1 915	8,8 %	154
Britanniques	950	0,3 %	3
Chinois	878	11,7 %	92
Espagnols	822	16,6 %	117
Italiens	649	16,0 %	90
Allemands	554	19,7 %	91
Australiens	460	4,4 %	19
Belges	435	13,6 %	52
Proche et Moyen-Orientaux	378	-0,7 %	-3
Canadiens	371	3,0 %	11

Source : CRT Paris Île-de-France

Fréquentation des principaux musées, monuments et sites touristiques

	2016	2015	Évolution 2016/2015
Disneyland Paris	13 400 000	14 800 000	- 9,5 %
Musée du Louvre	7 300 000	8 422 000	- 13,3 %
Château de Versailles	6 701 193	7 427 672	- 9,8 %
Centre Pompidou ⁽¹⁾	3 335 509	3 060 000	9,0 %
Musée d'Orsay	2 997 622	3 439 832	- 12,9 %
Cité des sciences et de l'industrie	2 196 193	2 013 046	9,1 %
Muséum national d'histoire naturelle ⁽²⁾	1 499 726	1 676 972	- 10,6 %
Arc de triomphe	1 342 361	1 765 351	- 24,0 %
Musée de l'Armée	1 206 065	1 410 191	- 14,5 %
Grand Palais ⁽³⁾	1 130 556	1 738 089	- 35,0 %
Sainte-Chapelle	910 889	903 049	0,9 %
Musée de l'Orangerie ⁽⁴⁾	781 585	770 000	1,5 %
Parc zoologique de Paris	759 056	910 938	- 16,7 %
Tour Montparnasse	725 412	1 066 884	- 32,0 %
Musée Picasso ⁽⁵⁾	670 000	766 590	- 12,6 %

La baisse générale est liée avant tout aux conséquences de la série d'attentats de 2015 à 2016 (avec notamment des restrictions de sortie pour les scolaires), ainsi qu'aux mouvements sociaux et aux conditions météorologiques.

(1) Hausse due au succès des expositions « Paul Klee » et de la rétrospective « Anselm Kiefer » en 2016.

(2) Comprend les données de fréquentation de la ménagerie, des grandes serres, de la grande galerie de l'évolution et de la galerie de la paléontologie. Baisse due en partie à une absence de programmation temporaire et à une moindre présence des scolaires.

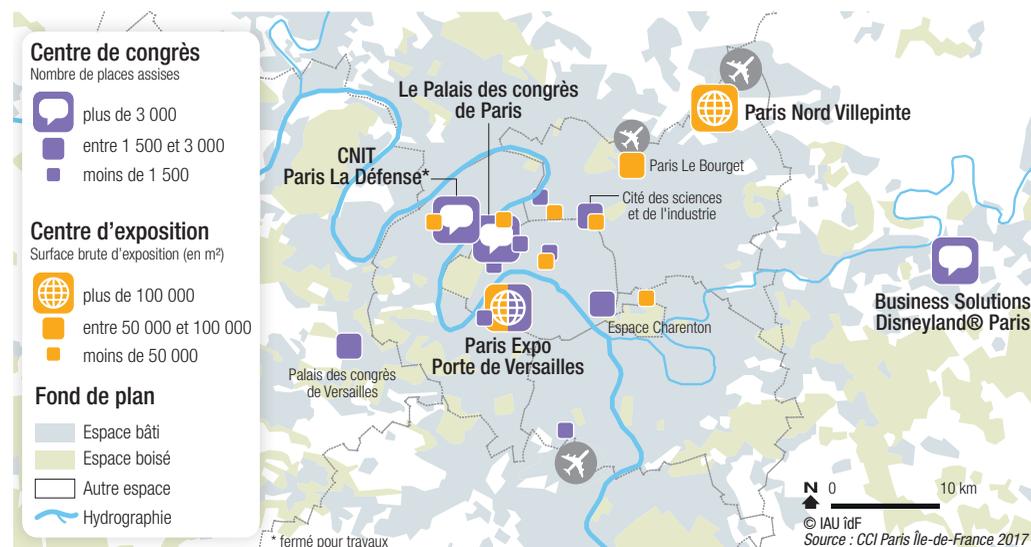
(3) Succès des expositions « Vélazquez », « Jean-Paul Gaultier » et « Picasso.mania » en 2015.

(4) Hausse due au succès de l'exposition « Apollinaire, le regard du poète ».

(5) Baisse due en partie à l'atténuation du phénomène de nouveauté à la suite de la réouverture du musée en octobre 2014.

Sources : CRT Paris Île-de-France d'après CDT, Musées et Monuments

Les centres de congrès et d'expositions



Répartition des congressistes et des congrès par type de site en 2016

Site	Nombre de participants	Part de marché (%)	Nombre de congrès	Part de marché (%)
Centres de congrès et d'exposition	449 344	65	220	20
Lieux scientifiques	103 695	15	385	35
Salles de réunion	62 217	9	155	14
Hôtels avec salles de réunion	34 565	5	125	11
Musée - Lieux évènementiels	27 652	4	52	5
Autres	20 739	3	151	14
Total	691 299	100	1 088	100

Source : Office du tourisme et des congrès de Paris

5,5

milliards d'euros de retombées économiques générées par les salons (4,25 milliards) et congrès (1,25 milliard) en 2016

84 600

emplois (équivalent temps plein) générés par les salons (64 400) et congrès (20 200) en 2016

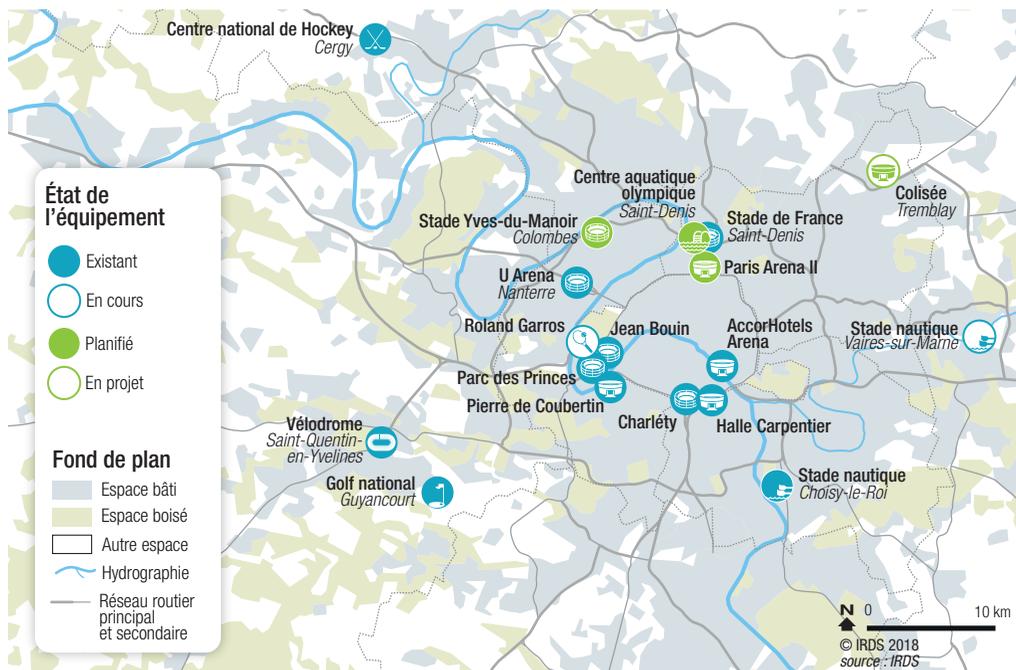
413

salons en 2016



SPORT ET LOISIRS

Les équipements structurants de niveau international et national en Île-de-France - Etat au 01.03.2018



Fédérations et nombre de licenciés en 2016

2,4 millions de licences | 19 000 clubs

Les cinq fédérations qui rassemblent le plus de licenciés (hors fédérations scolaires)

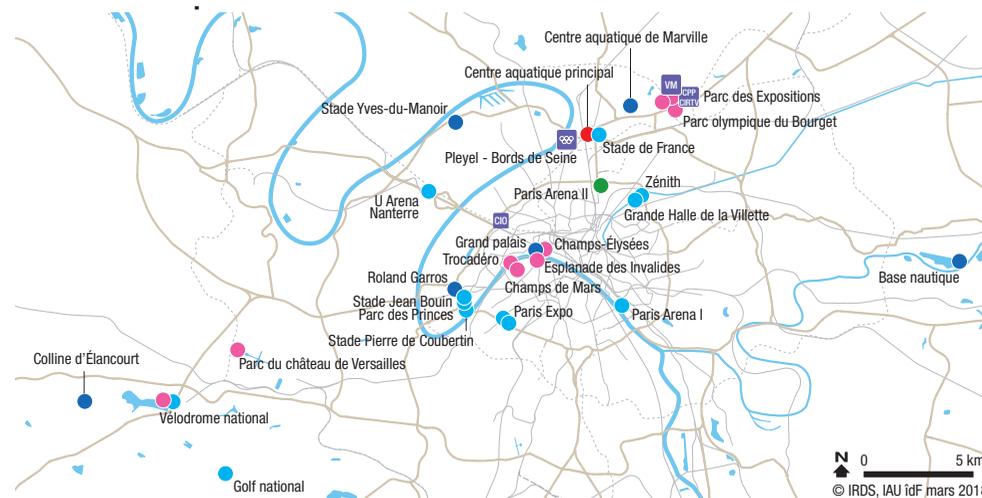
Football	Tennis	Judo	Golf	Équitation
260 840	237 182	108 299	105 661	100 077



Source : recensement réalisé par la Mission des Etudes, de l'Observation et des Statistiques (MEOS - INJEP), auprès des fédérations sportives agréées par le Ministère des Sports.
Traitement : IRDS (institut régional de développement du sport)

SPORT ET LOISIRS

Sites de compétition Paris 2024



Événements sportifs exceptionnels

10/04-15/04



Coupe du Monde Saut d'obstacles et dressage à l'AccorHotels arena Paris

14/07-22/07



Jeux européens du sport adapté Paris et ses environs

04/08-12/08



Gay Games Paris et ses environs

25/09-30/09



Ryder Cup Golf national, Saint-Quentin-en-Yvelines

19/10-21/10



Coupe du Monde de Tennis de table Disney Events Arena Marne-la-Vallée

29/11-16/12



Championnat d'Europe de handball féminin demi-finales et finale à l'AccorHotels arena Paris

06/2019-07/2019



Coupe du Monde de football féminin Parc des Princes du 7 juin au 7 juillet 2019

Source : IRDS ©123rf / Lereyre



GLOSSAIRE

Appareil productif

Entreprise (définition retenue par Eurostat) : une entreprise est une unité organisationnelle de production de biens et services marchands jouissant d'une autonomie de décision. L'unité légale correspondant à la notion d'entreprise est identifiée par son numéro Siren dans le répertoire Sirene. L'entreprise est matérialisée par son établissement siège social. Sont exclus de cette définition, notamment, les institutions et services de l'État et des collectivités territoriales, les associations, les hôpitaux et les unités bénéficiant de transferts financiers publics.

Établissement : une entreprise exerce son activité dans un ou plusieurs établissements géographiquement distincts. Un établissement est repéré par une adresse. À une adresse donnée, une entreprise n'a qu'un seul établissement.

Emploi

Estimations trimestrielles : elles sont fondées sur les évolutions d'emploi issues principalement de la statistique établie par les Urssaf. L'Insee interroge directement certaines grandes entreprises nationales sur l'évolution de leurs effectifs. En ce qui concerne l'emploi intérimaire, l'indicateur est élaboré par la Dares (Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques).

Chômeur au sens du BIT : personne en âge de travailler (15 ans ou plus) qui répond en même temps à trois conditions : être sans emploi durant une semaine de référence, être disponible pour prendre un emploi dans les 15 jours, chercher activement un emploi ou en avoir trouvé un qui commence ultérieurement.

Taux de chômage : rapport entre le nombre de chômeurs et la population active.

Taux de chômage localisés : les taux de chômage régionaux ou départementaux sont estimés à partir d'une méthodologie qui utilise à la fois les données annuelles de l'enquête emploi en continu et les DEFM (demandeurs d'emploi en fin de mois) de Pôle emploi. La cohérence entre les deux sources est assurée à présent de façon trimestrielle et non plus annuelle. Ces taux ne sont pas des taux de chômage au sens du BIT. Les données, en moyenne trimestrielle, sont corrigées des variations saisonnières.

Chômeur de longue durée : personne au chômage depuis au moins un an.

Champ Pôle emploi : champ d'observation de l'emploi salarié qui comprend les salariés de tous les établissements du secteur privé industriel et commercial employant au moins une personne sous contrat de travail. Les fonctionnaires de l'État, des collectivités locales et le personnel des établissements publics à caractère administratif, les artistes et les salariés des établissements publics à caractère industriel et commercial ne sont pas

comptabilisés dans ce champ par Pôle emploi. Le taux de couverture des statistiques Unédic était de 70 % de l'emploi salarié régional recensé au RGP 1999.

Champ Acoess : couvre l'ensemble des cotisants du secteur concurrentiel qui comprend tous les secteurs d'activité économique sauf les administrations publiques, l'éducation non marchande (établissements d'enseignement relevant de l'État ou des collectivités locales), la santé non marchande et l'emploi par les ménages de salariés à domicile. Il est très proche de ceux de l'Unédic (hors grandes entreprises nationales) et de l'Insee (qui inclut l'emploi à domicile). Pour le secteur de l'agriculture, la branche du recouvrement n'a qu'une couverture marginale par rapport à la Mutualité sociale agricole (MSA). Cette dernière est présente également dans les industries agroalimentaires (IAA), le commerce de gros et les services financiers, pour lesquels la couverture des Urssaf n'est donc pas totale.

Catégories de demandeurs d'emploi : pour les analyses statistiques, les données sur les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi sont présentées en fonction des catégories suivantes :

- catégorie A : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi ;
- catégorie B : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite courte (78 heures ou moins au cours du mois) ;
- catégorie C : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite longue (plus de 78 heures au cours du mois).

Taux d'activité : proportion de la population active (actifs ayant un emploi et chômeurs) dans la population totale correspondante.

Revenus

Excédent brut d'exploitation : solde du compte d'exploitation pour les sociétés. Il est égal à la valeur ajoutée, diminuée de la rémunération des salariés, des autres impôts sur la production et augmentée des subventions d'exploitation.

Revenu mixte : solde du compte d'exploitation pour les entreprises individuelles.

Revenu moyen imposable par foyer fiscal : il représente le total des revenus déclarés du foyer fiscal (salaires, pensions, rentes, revenus fonciers...) diminué des abattements forfaitaires et des charges déductibles (frais de garde, pensions alimentaires...).

Foyers fiscaux imposables : personnes ayant un impôt à acquitter ou qui ne bénéficient pas d'un remboursement total des crédits d'impôt dont ils disposent.

hypermarché dont la surface commerciale est comprise entre 40 000 et 68 000 m².

c.c. intercommunal : centres commerciaux comprenant un hypermarché dont la surface commerciale est comprise entre 20 000 et 40 000 m².

c.c. spécialisé : autres centres commerciaux sans locomotive alimentaire orientés vers l'équipement de la personne, de la maison, ect. (à partir de 5 000 m²).

Définition des types de centres commerciaux

c.c. régional : centres commerciaux de plus de 80 000 m² de surface commerciale et principaux centres commerciaux de villes nouvelles.

c.c. interdépartemental : centres commerciaux comprenant un



L'Insee, des missions et des compétences au service du débat public

L'Institut National de la Statistique et des Études Économiques (Insee) est une administration qui collecte, produit, analyse et diffuse des informations sur la France et ses régions.

Ses domaines de compétence sont la démographie, l'économie, l'emploi, les conditions de vie, la connaissance des territoires.

Tous les acteurs, collectivités locales, services de l'État, entreprises, médias, associations, enseignants, etc., peuvent utiliser les informations de l'Insee, notamment pour prendre des décisions et établir des prévisions.

L'Insee garantit la confidentialité des données recueillies et la qualité des résultats diffusés.

L'Insee en Ile-de-France : 275 personnes en action y compris les enquêteurs

Installé à Saint-Quentin-en-Yvelines, l'Insee Ile-de-France est une direction régionale de l'Insee. Elle contribue à la production statistique nationale de l'Insee, produit, analyse et diffuse l'information au niveau local pour une meilleure connaissance de la région francilienne et de ses territoires.

L'Insee Ile-de-France : une ressource d'appui à la décision

Cette activité d'analyse, à vocation publique, est engagée en partenariat conventionné avec les acteurs publics locaux (collectivités locales, services de l'État, chambres consulaires, observatoires régionaux, agences d'urbanisme et de développement, etc.).

L'Insee Ile-de-France : producteur d'une information de référence

- Le recensement de la population sur le territoire francilien. Chaque année, 466 communes de la région sont recensées en partenariat avec les mairies.
- Des enquêtes auprès de 16 000 ménages franciliens, réalisées chaque année sur des thèmes tels que l'emploi, le logement, le transport, etc.
- Des enquêtes auprès des entreprises et collectivités locales.
- L'exploitation de fichiers administratifs à des fins statistiques.
- L'utilisation de données issues d'un réseau de production Insee :
 - . le répertoire des entreprises et des établissements (Sirene) ;
 - . le répertoire d'état civil ;
 - . les déclarations annuelles de données sociales (DADS) ;
 - . etc.

L'Insee Ile-de-France : l'information par excellence

Sur www.insee.fr votre information régionale, complète et actualisée :

- . des données pour connaître les grandes tendances économiques et sociales ;
- . des études pour comprendre et accompagner le débat régional et local ;
- . une information trimestrielle sur la conjoncture régionale ;
- . des dossiers thématiques et un bilan annuel économique de la région.

Pour toute définition ou nomenclature, vous pouvez consulter le site de l'Insee à l'adresse :

www.insee.fr/fr/metadonnees/definitions



Population

- **Démographie de l'Île-de-France en 2015 Moins de naissances et plus de décès**, N. Boussad, N. Couleaud, *Insee Flash Ile-de-France*, n°17, janvier 2017
- **Population légale de l'Île-de-France : 12 082 144 habitants au 1er janvier 2015**, N. Laroche, *Insee Flash Ile-de-France*, n° 29, décembre 2017

Économie générale

- **Bilan économique 2016 de l'Île-de-France**, *Insee Conjoncture Ile-de-France n°15*, mai 2017
- **L'emploi salarié marchand en forte hausse au premier trimestre 2017, Note de conjoncture régionale - 1er trimestre 2017**, S. Abdelmalek, M. Debosque, D. Rabadeux, *Insee Conjoncture Ile-de-France n°16*, juillet 2017
- **Les tiers lieux : de nouveaux espaces pour travailler autrement**, - *Note rapide Économie*, n° 755, C. Camors, IAU îdF, septembre 2017
- **Un contexte économique toujours favorable dans l'ensemble**, *Note de conjoncture régionale - 2e trimestre 2017*, J. Chevrot, M. Debosque, S. Deheeger, D. Rabadeux, Insee Île-de-France ; Benoît Trinquier, Direccte Île-de-France, *Insee Conjoncture Ile-de-France n°17, octobre 2017*
- **La Chine, les Etats-unis et l'Allemagne principaux partenaires commerciaux de l'Île-de-France**, Y. Burfin, *Enjeux Ile-de-France n°196, Crocis de la CCI Paris Ile-de-France*, octobre 2017
- **De la Smart City à la Région intelligente**, *Cahiers n°174*, IAU îdF, novembre 2017
- **L'économie éphémère, une opportunité pour renforcer l'hospitalité des territoires**, P.Leroi et A. Cocquièrre (IAU îdF), A. Michelet (Créaspace), novembre 2017
- **620 000 emplois franciliens dépendent d'un groupe étranger**, M. Le Priol (Crocis), C. Calvier, J. Chevrot et L. Pichard (Insee Ile-de-France), Thierry Petit (IAU Ile-de-France), *Enjeux Ile-de-France n°197*, Crocis de la CCI Paris Ile-de-France, novembre 2017

Emploi et revenus

- **Après 30 ans de desserrement, depuis 1999 l'emploi se densifie à nouveau en petite couronne alors que la population se stabilise**, N. Couleaud, S. Drieux, F. Lebeauupin, *Insee Analyses Ile-de-France n°77*, octobre 2017
- **L'emploi qualifié stimule la productivité et la croissance en Île-de-France**, M. Le Priol (Crocis), P. Leroi (IAU îdF), E. Thioux (Insee Île-de-France), *Enjeux Ile-de-France n°200*, Crocis de la CCI Paris Ile-de-France, février 2018

Entreprises

- **Moins de chômeurs et plus de diplômés chez les créateurs d'entreprises franciliens**, Y. Burfin et I. Savelli-Thiault (Crocis), C. Calvier (Insee Île-de-France), *Enjeux Ile-de-France n°194*, Crocis de la CCI Paris Ile-de-France, août 2017
- **Auto-entrepreneurs en Île-de-France : un régime devenu moins attractif, mais prisé par les jeunes et les femmes**, Y. Burfin et I. Savelli-Thiault (Crocis), C. Calvier (Insee Île-de-France), *Enjeux Ile-de-France n°195*, Crocis de la CCI Paris Ile-de-France, août 2017
- **Les entreprises franciliennes créées en 2010 plus pérennes qu'au niveau national**, Y. Burfin (Crocis), C. Calvier et K. Pancarte (Insee Île-de-France), *Enjeux Ile-de-France n° 198*, Crocis de la CCI Paris Ile-de-France, décembre 2017

Secteurs d'activités

- **La chimie en Île-de-France : des emplois à pourvoir, une pérennité assurée !**, J. Tuillier, *Enjeux Ile-de-France n°192*, Crocis de la CCI Paris Ile-de-France, juin 2017
- **Des circuits courts durables ? De l'utopie... à la réalité**, *Note rapide Environnement*, n°753, C. Blanquart et G.Raton (Ifsttar), L. de Biasi (IAU îdF), juillet 2017
- **Cartographies du commerce en Île-de-France - Situation, tendances récentes et perspectives**, C. Delaporte et C. Tarquis, IAU îdF, septembre 2017
- **L'immobilier de bureau dans un nouveau cycle de production**, *Note rapide Économie*, n°760, R. Roger, IAU îdF, novembre 2017
- **L'industrie aéronautique, spatiale et de défense en Île-de-France**, T. Petit, C. Rouhaud, IAU îdF, février 2018
- **Le paysage commercial du Grand Paris : entre stabilité et mutation sectorielle**, J. Tuillier, *Enjeux Ile-de-France n°201*, Crocis de la CCI Paris Ile-de-France, mars 2018
- **La restauration rapide monte en gamme**, B. Gualbert, *Enjeux Ile-de-France n°203*, Crocis de la CCI Paris Ile-de-France, mai 2018
- **Quelle place pour les loisirs dans les espaces commerciaux franciliens**, C. Delaporte et C. Tarquis, îdF IAU, mai 2018

Enseignement, apprentissage et recherche

- **Terres d'innovations – Paris, Métropole du Grand Paris, Région Ile-de-France**, O.Soulard (IAU îdF), A.-M. Villot (Apar), Apar, IAU îdF, juin 2017

Logement

- **Le logement des jeunes dans le parc francilien, hors foyers et résidences sociales**, J.-J. Guillouet et P. Pauquet, IAU îdF, novembre 2017
- **Les tensions sur le marché immobilier freinent les déménagements en Île-de-France**, P.-É. Bidoux, Insee Île-de-France ; P. Louchart, S. Beaufrils (IAU îdF) É. Chometon et J. Losier (DRIEA) ; avec la participation de la DRHIL, *Insee Analyses Ile-de-France n°77*, février 2018

Infrastructures et transport

- **Le quotidien des Franciliens à travers leurs déplacements : une multitude d'agendas**, *Note rapide Société-Habitat*, n° 745, M. Sagot et P. Louchart, IAU îdF, mai 2017

Environnement

- **Référentiel national de vulnérabilité aux inondations – Expérimentation sur le territoire de la boucle nord des Hauts-de-Seine**, L. Faytre, S. Carrage, L. Pigato, IAU îdF, juin 2017
- **Adapter l'Île-de-France à la chaleur urbaine**, E. Cordeau et J. Boucher, IAU îdF, septembre 2017
- **Ces initiatives franciliennes qui dessinent les « hauts lieux de la transition »** - *Note rapide Environnement*, n° 766, N. Laruelle, C. Mauclair, IAU îdF, janvier 2018
- **Une métropole à ma table, l'Île-de-France face aux défis alimentaires**, *cahier 173*, IAU îdF, mars 2017

Enseignement, apprentissage et recherche

- **L'apprentissage : un dispositif plébiscité par les chefs d'entreprise**, J. Tuillier (Crocis), T. Gillouard (CCI Paris Ile-de-France), *Enjeux Ile-de-France n°199*, Crocis de la CCI Paris Ile-de-France, janvier 2018

Tourisme

- **Renouveler l'offre touristique pour renforcer la destination Île-de-France - Contribution au schéma régional de développement du tourisme et des loisirs 2017-2021**, Marion Tillet, IAU îdF, juin 2017
- **L'hébergement marchand, un secteur en pleine mutation en Île-de-France**, M. Le Priol, A. Neff, *Enjeux Ile-de-France n°193*, Crocis de la CCI Paris Ile-de-France, juillet 2017
- **Rencontres et événements d'affaires à Paris Île-de-France - édition 2017**, J.-M. Nays, CCI Paris Ile-de-France, septembre 2017
- **Fréquentation touristique de l'été 2017, Un fort rebond par rapport à 2016, un léger déficit par rapport à 2015**, D. Rabadeux, *Insee Flash Ile-de-France*, n° 19, novembre 2017.

Sport et loisirs

- **La pratique sportive en Île-de-France, sept ans avant les jeux**, *dossier de l'IRDS n° 37*, B. Chardon, décembre 2017
- **Accueil des grands événements sportifs, montée en puissance et stratégies d'acteurs**, *Dossier n°38*, L. Thevenot, mars 2018

« Chiffres-clés de la région Île-de-France » existe également en version internationale « Paris Region Key Figures » (anglais et mandarin)
N'hésitez pas à les commander à l'adresse : crocis@cci-paris-idf.fr



LIENS UTILES

- Agence centrale des organismes de Sécurité sociale (AcoSS) www.acoss.fr/home/observatoire-economique/donnees-statistiques.html
- Aéroports de Paris www.parisaeroport.fr/groupe/finances/reactions-investisseurs/trafic
- Agence BIO www.agencebio.org/la-bio-dans-les-regions
- Agence régionale de l'environnement et des nouvelles énergies www.arenidf.org
- Airparif www.airparif.asso.fr
- Bruitparif www.bruitparif.fr
- Candidature française à l'Exposition universelle 2025 www.expoFrance2025.com
- Candidature de Paris aux Jeux Olympiques 2024 www.paris2024.org/fr
- Centre régional d'observation du commerce et des services (CROCIS) de la CCI Paris Ile-de-France www.crocis.cci-paris-idf.fr
- Chambre de commerce et d'industrie de région Paris Ile-de-France (CCI Paris Ile-de-France) www.cci-paris-idf.fr
- Comité des constructeurs français d'automobiles www.ccfa.fr/publications
- Comité régional du tourisme Paris Ile-de-France pro.visitparisregion.com/chiffres-tourisme-paris-ile-de-france/frequeuntation-touristique-paris
- Conseil régional d'Île-de-France www.iledefrance.fr/territoire/carte-identite
- Défis métiers, le CARIF-OREF francilien www.defi-metiers.fr/
- Direction générale des douanes et droits indirects (statistiques) lekiosque.finances.gouv.fr/Appchiffre/portail_default.asp
- Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi en Île-de-France (Direccte) idf.direccte.gouv.fr/Etudes-et-statistiques
- Direction régionale et interdépartementale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt d'Île-de-France (DRIAAF) driaaf.ile-de-france.agriculture.gouv.fr/DONNEES
- Direction régionale et interdépartementale de l'environnement et de l'énergie (DRIEE) Île-de-France www.driee.ile-de-france.developpement-durable.gouv.fr/donnees-r627.html
- Direction régionale et interdépartementale de l'équipement et de l'aménagement (DRIEA) Île-de-France www.driae.ile-de-france.developpement-durable.gouv.fr
- Eurostat ec.europa.eu/eurostat/data/database
- Institut d'aménagement et d'urbanisme d'Île-de-France (IAU idF) www.iau-idf.fr
- Institut national de la statistique et des études économiques (Insee) www.insee.fr
- Institut régional de développement du sport www.irds-idf.fr
- Métropole du Grand Paris www.metropolegrandparis.fr
- Ministère de l'Écologie, du Développement durable, des Transports et du Logement www.developpement-durable.gouv.fr
- Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie www.economie.gouv.fr
- Ministère de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et de la Vie associative www.education.gouv.fr/pid25496/statistiques.html
- Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche www.enseignementsup-recherche.gouv.fr/pid24683/l-enseignement-superieur-en-chiffres.html
- Ministère du Travail, de l'Emploi, de la Formation professionnelle et du Dialogue social dares.travail-emploi.gouv.fr/dares-etudes-et-statistiques/
- Observatoire régional de santé (ORS) Île-de-France www.ors-idf.org
- Paris Region Entreprises (PRE) investparisregion.eu
- Portail de l'État au service des collectivités www.collectivites-locales.gouv.fr/etudes-et-statistiques-locales
- Ports de Paris [www.haropaports.com/fr/paris?](http://www.haropaports.com/fr/paris?SIT@DEL2)
- SIT@DEL2 www.driae.ile-de-france.developpement-durable.gouv.fr/sit-del-2-r202.html
- Île-de-France Mobilités (ex STIF) www.iledefrance-mobilites.fr



IAU ÎLE-DE-FRANCE

AGENCE RÉGIONALE D'URBANISME ET D'ENVIRONNEMENT

Laboratoire de la ville durable

Analyses, études et outils d'aide à la décision, l'IAU apporte conseil et savoir-faire sur l'urbanisme, l'aménagement, l'économie, les mobilités, l'habitat et le cadre de vie, la biodiversité, la transition énergétique, la gestion des déchets... Ses 200 experts ont pour mission de penser et concevoir la région métropole de demain.

Une offre de services sur-mesure

Aux côtés du conseil régional d'Île-de-France pour éclairer la décision publique, l'IAU accompagne aussi les collectivités locales franciliennes dans leurs projets. L'expertise de l'IAU peut également être sollicitée par des entreprises publiques ou privées, des bureaux d'études, des agences pour mener des études aussi bien en France qu'à l'international.



www.iau-idf.fr



IAU ÎLE-DE-FRANCE

FONDATION RECONNUE D'UTILITÉ PUBLIQUE
15, RUE FALGUIÈRE - 75740 PARIS CEDEX 15
TÉL. : 01 77 49 77 49



Cet ouvrage a été réalisé par :

- la **chambre de commerce et d'industrie de région Paris - Île-de-France** (CCI Paris Ile-de-France), présidée par Didier KLING ;
- l'**Institut d'aménagement et d'urbanisme d'Île-de-France** (IAU Île-de-France), dirigé par Fouad AWADA ;
- et la **direction régionale d'Île-de-France de l'Institut national de la statistique et des études économiques** (Insee Ile-de-France), dirigée par Marie-Christine PARENT.

Directeur de la publication

Étienne GUYOT, directeur général de la CCI Paris Ile-de-France

Directeur de la rédaction

France MOROT-VIDELAINE, directrice générale adjointe en charge de la vie institutionnelle et des études, CCI Paris Ile-de-France

Conception et rédaction

Yves BURFIN (CCI Paris Ile-de-France / Crocis)

Vincent GOLLAIN (IAU Île-de-France / Dép. Économie)

Séverine KOLODZIEJ (Insee Ile-de-France)

Olivier LEON (Insee Ile-de-France)

Isabelle SAVELLI (CCI Paris Ile-de-France / Crocis)

Christine TARQUIS (IAU Île-de-France / Dép. Économie)

Maquette

Vay OLLIVIER (IAU Île-de-France)

Cartographie

Pascale GUÉRY (IAU Île-de-France / Dép. Économie)

Mise en page

Nathalie PAGNOUX (CCI Paris Ile-de-France / Crocis)

Impression

Productions Diffusions Imprimées - Saint-Ouen-l'Aumône (95)

Photo couverture © Ph. Guignard/Air Images/CCI Paris Ile-de-France

© Copyright CCI Paris Ile-de-France / IAU Île-de-France / Insee Ile-de-France - Juin 2018



TPE PME

LA RÉGION VOUS SOUTIENT



POUR DÉVELOPPER
VOTRE ENTREPRISE & SOUTENIR
VOTRE CROISSANCE



POUR FINANCER
VOS PROJETS D'INNOVATION



POUR SURMONTER
VOS DIFFICULTÉS

Découvrez les aides financières de la Région
sur www.iledefrance.fr/aides-entreprises



L'ÉCONOMIE EN ÎLE-DE-FRANCE : chiffres, analyses, tendances



Le CROCIS observe et analyse l'économie francilienne et produit des études combinant une approche sectorielle et une approche territoriale.

Thématiques principales de ses publications :

- les secteurs d'activité : commerce, services, industrie, construction
- la démographie d'entreprises (créations, transmissions)
- la conjoncture régionale et départementale
- des études de benchmark pour situer l'Île-de-France parmi les régions européennes.

Le CROCIS est aussi spécialisé en conduite d'enquêtes auprès des chefs d'entreprises et dispose d'une cellule de veille territoriale.



Les publications du CROCIS sont gratuites et téléchargeables sur : www.crocis.cci-paris-idf.fr

Pour toute demande d'information : crocis@cci-paris-idf.fr

suivez-nous
@CROCIS_CCI_IDF



un observatoire de la



Agir pour la croissance, l'emploi et le développement du territoire

Entrepreneuriat

100 000 porteurs de projet accompagnés dans la création et le suivi de leur activité • Plus de 200 000 TPE, PME, ETI conseillées et guidées dans leur développement • 11 sites dédiés à l'accueil des jeunes entreprises • 35 réseaux d'entreprises • 10 000 entreprises accompagnées à l'international

Études et prises de position

3 centres d'études • 22 rapports et prises de position diffusés • 110 publications éditées

Enseignement et formation

19 écoles • 500 formations • 32 200 élèves donc 14 500 en apprentissage • 88 % de taux d'insertion professionnelle • 30 000 adultes formés

Congrès et salons

10 centres de congrès et d'expositions ** • 9 millions de visiteurs *** • 5,5 Md€ de retombées économiques

* taux d'insertion des diplômés des écoles de la CCI Paris Ile-de-France dans les 7 mois suivant leur formation. ** en surface développée. *** chiffres VIPARIS.

0 820 012 112 Service 0,12 € / min * prix appel
cci-paris-idf.fr



GRUPE



Chaque jour à vos côtés

Groupe public au service de l'intérêt général et du développement économique, la Caisse des Dépôts et ses filiales se mobilisent pour répondre aux enjeux :

- du financement des entreprises,
- du logement,
- de la transition écologique et énergétique,
- du financement des infrastructures, du tourisme et des transports,
- de la protection des personnes, de la gestion des mandats et de la sécurisation des dépôts,
- et de la transition numérique.

@CaissedesDepots
www.groupecaissedesdepots.fr

Direction régionale Ile-de-France
2, avenue Pierre Mendès-France
75 648 Paris cedex 13
01 49 55 68 82

CCI PARIS ILE-DE-FRANCE

27, avenue de Friedland
75382 Paris Cedex 08
0820 012 112 (0,12 euros/min.)
www.cci-paris-idf.fr

CCI TERRITORIALES

CCI SEINE-ET-MARNE

1, avenue Johannes Gutenberg - Serris
77776 Marne-la-Vallée Cedex 4
01 74 60 51 00
www.seineetmarne.cci.fr

CCI ESSONNE

2, cours Monseigneur Roméro
91004 Évry
01 60 79 91 91
www.essonne.cci.fr

CCI DÉPARTEMENTALES

CCI PARIS PARIS ILE-DE-FRANCE

2, rue de Viarmes
75001 Paris

CCI VERSAILLES-YVELINES PARIS ILE-DE-FRANCE

21, avenue de Paris
78000 Versailles

CCI HAUTS-DE-SEINE PARIS ILE-DE-FRANCE

55, place Nelson Mandela
92729 Nanterre

CCI SEINE-SAINT-DENIS PARIS ILE-DE-FRANCE

191, avenue Paul Vaillant Couturier
93000 Bobigny

CCI VAL-DE-MARNE PARIS ILE-DE-FRANCE

8, place Salvador Allende
94011 Créteil

CCI VAL-D'OISE PARIS ILE-DE-FRANCE

Cap Cergy - Bâtiment C1
35, boulevard du Port
95000 Cergy